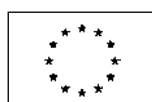


# L'Europe en chiffres

## Annuaire Eurostat 2005

### Chapitre 1



COMMISSION  
EUROPÉENNE



THÈME  
Statistiques  
générales  
et régionales

*Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.*

**Un numéro unique gratuit (\*):  
00 800 6 7 8 9 10 11**

(\*) Certains opérateurs de téléphonie mobile ne permettent pas l'accès aux numéros 00 800 ou peuvent facturer ces appels.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu.int>).

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2005

ISSN 1560-490X

ISBN 92-894-9123-X

© Communautés européennes, 2005

Copyright des photos suivantes: p. 37, 231: © Digital Vision; p. 38: © Steve Cole/PhotoDisc; p. 43: © Ryan Mc Vay/PhotoDisc; p. 46: © Lawrence Lawry/PhotoDisc; p. 50, 57: © Jason Reed/PhotoDisc.  
L'autorisation de reproduction ou d'utilisation de ces photos doit être demandée directement au détenteur des droits d'auteur.

**Éditeur-en-chef***G. Schäfer***Éditeurs***S. Cervellin, M. Feith, M. Fritz***EUROSTAT, Unité de diffusion**

## Remerciements

Les éditeurs de l'*Annuaire Eurostat 2005* adressent leurs remerciements à tous ceux qui ont contribué à sa réalisation. L'*Annuaire* a pu être publié grâce à l'assistance et au soutien des collègues suivants:

**EUROSTAT, L'OFFICE STATISTIQUE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES\*****Unité A5 – Information et diffusion***M. Baryn, M. Copers, M. A. Johansson-Augier, (B. Le Goff)***Direction B – Principaux indicateurs et outils statistiques***B1 Principaux indicateurs (G. Mazzi, L. Sproge, H. Strandell)**B2 Gestion informatique – Systèmes d'information (V. Dreux)**B4 Bases de données de référence (D. Groenez, M. Loos, S. Paganoni, A. Pasqui, O. Stembert)**B5 Recherche (S. Frank, H. Willen)***Direction C – Statistiques économiques et fiscales***C2 Comptes nationaux – Production (L. Biedma, I. Kuhnert)**C3 Finances publiques et fiscalité (L. Frej-Ohlsson, G. Thouvenin)**C4 Balance des paiements (C. Andreatta, P. Passerini)**C5 Prix (A. Makaronidis, L. Mejer, S. Stapel)***Direction D – Statistiques du marché intérieur, emploi et affaires sociales***D1 Marché du travail (S. Jouhette, A. Paternoster, A. Tokofaï, H. Vreeswijk)**D2 Conditions de vie et protection sociale (G. Abramovici, I. Dennis, A. Melis, J. Piirto)**D3 Entreprises (P. Sneijers)**D4 Énergie et transports (A. Gikas, H. Strelow)**D5 Éducation et culture (B. Andrén, A. Mc Allister, P. Schmidt)**D6 Santé et sécurité alimentaire (D. Dupré, S. Gagel, E. Niederlaender)**D7 Société de l'information et services (F.C. Bovagnet, C. Demunter, S. Fickinger, M. Ottens, M. Lumio, F. Reis, H.-W. Schmidt)***Direction E – Statistiques sur l'agriculture, la pêche, les fonds structurels et l'environnement***E1 Statistiques structurelles, agriculture (U. Eidmann)**E2 Statistiques sur les produits agricoles (G. Weber, G. Steffes)**E3 Développement durable, pêche, développement rural et forêts (E. Maki-Simola, D. Cross, Y. Zanatta)**E4 Fonds structurels (T. Carlquist, B. Feldmann)**E5 Environnement (J. Klein)***Direction F – Statistiques des relations extérieures***F1 Démographie, migration (G. Kyi, D. Thorogood)**F2 Commerce international (A. Berthomieu, C. Corsini)***AELE** (*R. Ragnarson*)**Géonomenclature** (*E. Jouangrand*)

\* Organigramme Eurostat de juin 2005. Vous pouvez vous référer aux mises à jour sur le site Internet <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>

**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA TRADUCTION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE****OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES**

# 1 Les statisticiens au service de l'Europe

<b>Le service d'Eurostat</b> . . . . .	11
Eurostat, clé d'accès à la statistique européenne . . . . .	11
Les indicateurs structurels d'Eurostat . . . . .	15
Les euro-indicateurs . . . . .	17
Accès gratuit aux statistiques européennes . . . . .	19
<b>L'Union européenne dans le contexte global</b> . . . . .	21
<b>Les données sur les régions d'Europe</b> . . . . .	31
<b>Au-devant de la scène: la société de l'information</b> . . . . .	37

# 2 Les Européens

<b>La population</b> . . . . .	61
La population de l'Union européenne . . . . .	61
Les familles et les naissances . . . . .	67
La migration et l'asile . . . . .	73
<b>La santé</b> . . . . .	79
L'espérance de vie et la mortalité . . . . .	79
La santé et la sécurité . . . . .	85
<b>L'éducation et la formation</b> . . . . .	95
L'éducation . . . . .	95
La formation professionnelle continue . . . . .	103
<b>Le marché du travail</b> . . . . .	107
Le travail et son marché . . . . .	107
Les données sur la politique du marché du travail . . . . .	113
<b>Les ménages et le bien-être</b> . . . . .	117
Les dépenses de consommation des ménages . . . . .	117
Les revenus et les conditions de vie . . . . .	123
Le logement . . . . .	129
La protection sociale . . . . .	133

# 3 L'économie

<b>Les comptes nationaux</b> . . . . .	141
La production économique . . . . .	143
La consommation et les dépenses . . . . .	147
Le revenu des facteurs de production . . . . .	153
Les finances publiques . . . . .	157
<b>Les prix et les salaires</b> . . . . .	161
Les prix à la consommation . . . . .	161
Les salaires et le coût de la main-d'œuvre . . . . .	167
<b>La balance des paiements</b> . . . . .	173
Le compte courant . . . . .	173
Le commerce international de services . . . . .	177
Les investissements directs étrangers . . . . .	181
<b>Le commerce international de marchandises</b> . . . . .	185

## 4 L'environnement

<b>L'environnement</b> .....	197
L'eau .....	197
Les déchets .....	199
La pollution de l'air et les changements climatiques .....	201
Les dépenses de protection de l'environnement .....	203
L'agriculture et l'environnement .....	205

## 5 Les sciences et les technologies

<b>La recherche et le développement</b> .....	209
<b>La société de l'information</b> .....	217

## 6 Les secteurs d'activité et les entreprises

<b>Les structures des entreprises en un coup d'œil</b> .....	233
<b>L'industrie et la construction</b> .....	237
<b>Le commerce</b> .....	239
<b>Les marchés financiers</b> .....	241
<b>Les transports</b> .....	245
<b>Le tourisme</b> .....	253
<b>L'énergie</b> .....	257

## 7 L'agriculture, la sylviculture et la pêche

<b>L'agriculture</b> .....	267
<b>La sylviculture</b> .....	279
<b>La pêche</b> .....	281

## 8 Annexes

<b>Glossaire</b> .....	287
<b>Géonomenclature 2005</b> .....	301
<b>Nomenclature des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE rév. 1.1)</b> .....	305
<b>Nomenclature des marchandises (CTCI rév. 3)</b> .....	306
<b>Abréviations et acronymes</b> .....	308

## L'Annuaire Eurostat est facile à utiliser

- Les textes introductifs des différentes sections expliquent les principales caractéristiques et la pertinence des informations présentées et donnent une idée des autres données sur le sujet disponibles à Eurostat.
- Le glossaire clarifie les termes et concepts statistiques utilisés.
- Les références indiquent comment obtenir d'autres données et analyses d'Eurostat sur le sujet.
- Les abréviations et acronymes utilisés sont explicités dans l'encart inséré dans l'Annuaire.

### Date d'extraction des données

Les données statistiques présentées dans cet Annuaire ont été extraites le 29 avril 2005 et représentent toutes celles qui étaient disponibles à ce moment. Si des données ont été extraites ultérieurement, il en est fait explicitement mention dans les chapitres concernés.

## Ordre et codes des pays

Dans l'Annuaire Eurostat, les États membres de l'UE sont classés dans l'ordre protocolaire. Il s'agit de l'ordre alphabétique des noms des pays dans leurs langues respectives.

Dans l'Annuaire, les pays sont généralement identifiés par la désignation officielle la plus courte. Si des codes sont utilisés, ce sont les codes ISO à deux lettres; dans les cas de la Grèce et du Royaume-Uni, les codes sont, respectivement, EL et UK.

## Symboles et codes dans les tableaux

- non applicable ou zéro réel ou zéro par défaut
- 0 moins de la moitié du chiffre final présenté
- . sans objet
- .. données confidentielles; données non probantes ou données non publiées pour des raisons de confidentialité
- : données non disponibles
- b rupture des séries
- e valeur estimée
- f prévision
- i voir note en bas de page
- p valeur provisoire
- r valeur révisée
- s estimation d'Eurostat

## Les statisticiens au service de l'Europe

Le service d'Eurostat 11-19

L'Union européenne dans  
le contexte global 21-30

Les données sur  
les régions d'Europe 31-35

Au-devant de la scène:  
la société de l'information 37-57





# Eurostat, clé d'accès à la statistique européenne

## La mise à disposition d'informations comparables concernant l'Europe porte un nom: Eurostat

«Eurostat» est synonyme de service d'information de grande qualité fournissant des données statistiques sur et pour l'Union européenne (UE). Utiliser nos données revient à prendre le pouls de la conjoncture en Europe: nous communiquons les chiffres et faits pertinents, nécessaires à la compréhension de cette situation.

## L'Annuaire Eurostat: élaboré à l'intention de quiconque s'intéresse à l'Europe

L'Annuaire Eurostat permet d'accéder au service d'information d'Eurostat en donnant un aperçu général de l'éventail des données que nous offrons. Il montre comment les chiffres de référence ont évolué au cours des dix dernières années dans l'Union européenne, la zone euro et les États membres. Pour faciliter les comparaisons internationales, certains tableaux contiennent des données comparables pour d'autres pays, notamment les États-Unis d'Amérique.

Les textes d'introduction de chaque section donnent une idée des données dont dispose Eurostat sur le sujet traité et de la pertinence de ces informations. Pour nous, l'Annuaire ne se limite pas à une simple collection de tableaux, mais constitue une «porte d'accès» aux statistiques européennes. Nous espérons qu'il suscitera votre curiosité quant aux données offertes par Eurostat.

## Comment obtenir les données voulues?

**Une adresse à ajouter à vos liens préférés:**  
<http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>

Eurostat offre sur son site web un large éventail d'informations statistiques que vous pouvez consulter en ligne ou télécharger gratuitement:

- des données, accessibles dès qu'elles sont disponibles;
- tous les communiqués de presse d'Eurostat;



- la série *Statistiques en bref*, qui fournit des résumés à jour des principaux résultats d'enquêtes, d'études et d'analyses statistiques;
- toutes les publications d'Eurostat en format PDF. Des informations générales concernant certains sujets sont fournies dans nos publications *Panorama*, qui proposent des analyses, des tableaux, des graphiques et des cartes soigneusement élaborés;
- des catalogues;
- des documents de travail et des études (travaux méthodologiques et rapports sur la qualité des données; études spécifiques et leurs résultats; documents rédigés par des partenaires tels que les instituts nationaux de statistique ou des universités);
- des méthodes et nomenclatures, accessibles en format PDF ou via RAMON, le serveur de nomenclatures d'Eurostat.

## Les indicateurs d'Eurostat: structurels ou conjoncturels, mais toujours pertinents

### Indicateurs à long terme

- Les «indicateurs structurels» permettent d'étudier l'évolution à plus long terme dans les domaines stratégiques de l'emploi, de l'innova-





vation et de la recherche, de la réforme économique, de la cohésion sociale et de l'environnement, ainsi que dans le contexte économique général. Ils sont reconnus comme étant particulièrement importants pour le débat politique. Tous les indicateurs structurels sont présentés dans l'Annuaire Eurostat et sont identifiés par une icône particulière (↙).

- De nombreux tableaux supplémentaires sur différents domaines de la vie, du travail, de l'économie et de l'environnement dans l'UE.
- **Nouveau:** les indicateurs sur le développement durable ont été introduits, afin d'assurer le suivi de la stratégie de l'Union européenne en faveur du développement durable.

#### Indicateurs conjoncturels

Les «euro-indicateurs» constituent une collection des dernières données susceptibles de contribuer à l'évaluation à court terme de la situation économique dans la zone euro et dans l'Union européenne. Les euro-indicateurs sont actualisés quotidiennement. Leur publication est annoncée dans le «calendrier de diffusion».

#### Service d'Eurostat à l'intention des journalistes

Les statistiques font l'information. Elles sont indispensables à de nombreux reportages, articles et analyses approfondies.

La presse écrite ainsi que les programmes de radio et de télévision font un usage intensif de nos données. Le service «Presse» d'Euro-

stat publie des communiqués de presse adaptés aux besoins spécifiques des médias et qui portent sur une sélection de données couvrant l'Union européenne, la zone euro, les États membres et leurs partenaires. Environ 160 communiqués de presse sont publiés chaque année, dont près de 120 concernent les euro-indicateurs mensuels ou trimestriels. Le service «Presse» coordonne également les interviews et les conférences de presse sur les résultats et événements statistiques importants. Eurostat Media Support aide les journalistes professionnels à trouver des données sur toutes sortes de sujets.

Tous les communiqués de presse d'Eurostat sont disponibles gratuitement sur le web le jour de leur diffusion à 11 heures.

Pour de plus amples renseignements sur les communiqués de presse ou données d'Eurostat, les journalistes peuvent contacter Eurostat Media Support [tél. (352) 43 01-33408, fax (352) 43 01-35349, e-mail: [eurostat-mediasupport@cec.eu.int](mailto:eurostat-mediasupport@cec.eu.int)].





## Pourquoi des données d'Eurostat?

### Égalité de l'information pour une société démocratique

Pour participer activement à une Europe démocratique, il faut avant tout être informé. Les Européens exigent un service d'information de bonne qualité fournissant des données statistiques impartiales, fiables et comparables. Ils veulent pouvoir y accéder facilement et sans exception: aucune information pertinente ne doit être refusée; tous les citoyens et toutes les entreprises doivent pouvoir accéder à l'ensemble des données dans les mêmes conditions. Eurostat et ses partenaires du système statistique européen garantissent la liberté et l'égalité d'accès à des informations complètes sur la situation sociale, économique et environnementale en Europe. À vous d'en tirer parti!

### Impartialité et objectivité: deux piliers de la confiance

L'accès à des statistiques fiables et de bonne qualité revêt une importance croissante dans la société de l'information où nous vivons, et la confiance dans la source des données prend une valeur considérable. La fiabilité des statistiques d'Eurostat est inscrite dans la loi. L'article 285, paragraphe 2, du traité CE stipule que «l'établissement des statistiques [communautaires] se fait dans le respect de l'impartialité, de la fiabilité, de l'objectivité, de l'indépendance scientifique, de l'efficacité au regard du coût et de la confidentialité des informations statistiques; il ne doit pas entraîner de charges excessives pour les opérateurs économiques». Ce texte n'a rien d'abstrait pour nous, il constitue le principe fondamental de nos activités quotidiennes.

### Comparabilité grâce à l'harmonisation

Il est plus facile de se comprendre lorsqu'on connaît les conditions de vie et de travail de l'autre. Ce qui est vrai pour les relations entre individus l'est également pour la société dans son ensemble. Pour faire des comparaisons, il faut toutefois disposer de statistiques comparables, dont l'élaboration exige l'utilisation d'un «langage statistique» commun.

Ce dernier doit englober les concepts, méthodes et définitions, ainsi que les normes et infrastructures techniques. C'est ce que les statisticiens appellent «harmonisation» et

qui constitue la base du système statistique européen. Et c'est la véritable raison d'être d'Eurostat.

### Le système statistique européen

Le système statistique européen est constitué par Eurostat et les instituts de statistique, ministères, organismes et banques centrales qui collectent des statistiques officielles dans les États membres de l'UE, en Islande, au Liechtenstein et en Norvège. Les instituts de statistique des États membres collectent, vérifient et analysent les données nationales, puis les envoient à Eurostat qui les regroupe et s'assure de leur comparabilité. Les travaux du système statistique européen portent principalement sur les secteurs relevant des politiques communautaires, mais, avec le développement de ces dernières, l'harmonisation a été étendue à presque tous les domaines statistiques.

Le système statistique européen est un réseau dans lequel Eurostat est chargé de promouvoir l'harmonisation des statistiques, en étroite coopération avec les autorités statistiques nationales. Le comité du programme statistique (CPS) est au cœur du système statistique européen. Il rassemble les responsables des instituts nationaux de statistique des États membres et est présidé par Eurostat. Il examine les actions et programmes concertés à réaliser pour répondre aux besoins d'information de l'UE. Il établit un programme quinquennal qui est mis en œuvre par les autorités nationales et est suivi par Eurostat.





**Une question de disponibilité:  
un assortiment de données intéressantes  
et pertinentes**

Les données se transforment en éléments d'information dès lors qu'elles sont intéressantes. En matière de disponibilité, Eurostat est à l'écoute de ce qui peut intéresser les gens.

Le programme du système statistique européen n'est pas né du jour au lendemain. Ce dont nous rendons compte a été décidé dans le cadre d'un processus politique bien défini au niveau européen, processus auquel les États membres participent activement. La plupart des enquêtes et collectes de données sont fondées sur des règlements européens qui sont légalement contraignants au niveau national. Lors des discussions politiques et juridiques qui ont abouti aux règlements statistiques européens, l'une des questions centrales a été la suivante: «Pour qui et pourquoi les données présentent-elles un intérêt?». Chaque règlement statistique doit passer un test critique.

Par ailleurs, le programme statistique européen est constamment révisé. Compte tenu du principe de rentabilité, la production de données devenues moins pertinentes en raison de nouveaux développements est modifiée, voire abandonnée. C'est ce qui fait que le programme statistique ne prend pas des proportions trop importantes et reste moderne.

Nos données valent la peine que nous les examinions.



## Les indicateurs structurels d'Eurostat

### Les indicateurs structurels d'Eurostat: des statistiques d'excellente qualité pour la croissance et l'emploi en Europe

Au Conseil européen de Lisbonne, au printemps 2000, l'Union européenne s'est fixé l'objectif stratégique suivant pour la prochaine décennie: devenir l'économie fondée sur la connaissance, la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale.

Le Conseil a reconnu la nécessité de discuter régulièrement des progrès réalisés dans ce domaine et de les évaluer sur la base d'indicateurs structurels adoptés d'un commun accord. À cette fin, il a invité la Commission européenne à préparer un rapport annuel de printemps sur les progrès réalisés en se fondant sur les indicateurs structurels concernant l'emploi, l'innovation, la recherche, la réforme économique, la cohésion sociale et le contexte économique général, ainsi que, depuis 2002, l'environnement.

Pour la première fois en 2004, la Commission a présenté une sélection de quatorze indicateurs structurels à couvrir dans l'annexe statistique de son rapport du printemps 2004 au Conseil européen. Cette liste restreinte a été convenue avec le Conseil. Sa présentation concise permet d'adresser plus facilement des messages politiques et d'exposer les positions des États membres par rapport aux objectifs essentiels de Lisbonne. La même liste restreinte d'indicateurs a été présentée dans l'annexe statistique du rapport du printemps 2005 au Conseil européen.

Pour assurer que le public a accès à la base de données détaillée des indicateurs structurels, qui continue de jouer un rôle important dans le processus politique de l'UE, Eurostat diffuse l'ensemble complet des indicateurs sur son site web consacré aux indicateurs structurels (<http://www.europa.eu.int/comm/eurostat/structuralindicators>). Des séries chronologiques sont présentées pour l'UE-25, l'UE-15, l'UE-12, les États membres de l'UE, les pays de l'EEE/AELE, le Japon, les États-Unis et les pays candidats. La liste complète des indicateurs structurels pour 2005 est donnée ci-après. **Les indicateurs de la liste restreinte sont marqués en gras.** Tous les indicateurs structurels sont présentés dans l'Annuaire Eurostat. Ils sont identifiés par l'icône suivante (🏷️) qui figure après l'intitulé des tableaux concernés.



### Liste des indicateurs structurels

#### Contexte économique général

#### **PIB par habitant en SPA**

Taux de croissance du PIB réel

#### **Productivité de la main-d'œuvre par personne occupée**

Productivité de la main-d'œuvre par heure de travail

Croissance de l'emploi <sup>(1)</sup>

Taux d'inflation

Croissance du coût unitaire du travail

Solde public

Dettes publiques

#### Emploi

#### **Taux d'emploi** <sup>(1)</sup>

#### **Taux d'emploi des travailleurs âgés** <sup>(1)</sup>

Âge moyen de sortie du marché du travail <sup>(1)</sup>

Écart de rémunération entre hommes et femmes (non corrigé)

Taux de prélèvement sur les bas salaires: poids de la fiscalité sur le coût de la main-d'œuvre

Taux de prélèvement sur les bas salaires: piège du chômage

Taux de prélèvement sur les bas salaires: piège des bas salaires — Personne seule sans enfants

Taux de prélèvement sur les bas salaires: piège des bas salaires — Couple avec deux enfants où un seul parent travaille

Formation permanente <sup>(1)</sup>

Accidents du travail — Accidents graves <sup>(1)</sup>

Accidents du travail — Accidents mortels

Taux de chômage <sup>(1)</sup>

#### Innovation et recherche

Dépenses consacrées aux ressources humaines

#### **Dépenses totales de R & D**

Dépenses de R & D par source de financement: industrie, pouvoirs publics, étranger

<sup>(1)</sup> Indicateurs désagrégés par sexe.



Niveau d'accès à l'internet: ménages  
 Diplômés en sciences et technologies <sup>(1)</sup>  
 Brevets, OEB  
 Brevets, USPTO  
 Investissement en capital-risque: phase préliminaire, expansion et remplacement  
 Dépenses consacrées aux TIC: dépenses de TI  
 Dépenses consacrées aux TIC: dépenses de télécommunications  
 Commerce électronique: pourcentage du chiffre d'affaires des entreprises provenant du commerce électronique  
**Niveau d'éducation des jeunes <sup>(1)</sup>**  
 Disponibilité des services publics en ligne  
 Utilisation des services publics en ligne par les ménages <sup>(1)</sup>  
 Utilisation des services publics en ligne par les entreprises  
 Taux de pénétration de la technologie large bande  
 Exportations de haute technologie

*Réforme économique*

**Niveaux de prix comparés**

Convergence des prix entre les États membres  
 Prix des télécommunications: appels locaux, appels nationaux et appels vers les États-Unis  
 Prix de l'électricité: utilisateurs industriels et ménages  
 Prix du gaz: utilisateurs industriels et ménages  
 Part de marché du plus grand producteur d'électricité  
 Part de marché de l'opérateur historique dans les télécommunications fixes: appels locaux, appels longue distance et appels internationaux

Part de marché de l'opérateur principal dans les télécommunications mobiles  
 Marchés publics  
 Aides d'État totales  
 Aides d'État sectorielles et ad hoc  
 Convergence des taux des prêts bancaires: crédits immobiliers aux ménages, crédits aux sociétés non financières d'une durée allant jusqu'à un an et crédits aux sociétés non financières d'une durée supérieure à un an  
 Intégration du commerce des biens et des services  
 Intensité des investissements directs étrangers  
**Investissements dans les entreprises**  
 Démographie des entreprises: taux de créations d'entreprise  
 Démographie des entreprises: taux de survie des entreprises  
 Démographie des entreprises: taux de cessations d'entreprise

*Cohésion sociale*

Inégalité de répartition des revenus (ratio des quintiles de revenus)  
 Taux de risque de pauvreté avant transferts sociaux <sup>(1)</sup>  
**Taux de risque de pauvreté après transferts sociaux <sup>(1)</sup>**  
 Taux de risque de persistance de la pauvreté <sup>(1)</sup>  
**Dispersion des taux d'emploi régionaux <sup>(1)</sup>**  
 Jeunes ayant quitté prématurément l'école <sup>(1)</sup>  
**Taux de chômage de longue durée <sup>(1)</sup>**  
 Enfants âgés de 0 à 17 ans dans les ménages sans emploi  
 Adultes âgés de 18 à 59 ans dans les ménages sans emploi <sup>(1)</sup>

*Environnement*

**Émissions de gaz à effet de serre**  
**Intensité énergétique de l'économie**  
**Volume du transport de fret par rapport au PIB**  
 Volume du transport de voyageurs par rapport au PIB  
 Part du transport routier dans le transport intérieur de marchandises  
 Part de la voiture particulière dans le transport intérieur de personnes  
 Population exposée à la pollution de l'air par l'ozone et par les particules  
 Déchets municipaux collectés, mis en décharge ou incinérés  
 Part de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables dans la production brute d'électricité  
 Captures de poissons dans les stocks au-delà des «valeurs limites biologiques»  
 Zones protégées pour la biodiversité: la directive «Habitats»  
 Évolution des populations d'oiseaux en milieu rural  
 Années de vie en bonne santé à la naissance — Femmes, hommes

<sup>(1)</sup> Indicateurs désagrégés par sexe.



## Les euro-indicateurs

### Euro-indicateurs: un service spécialisé pour les analystes de la conjoncture économique, les décideurs politiques et les médias

#### Contexte

Depuis octobre 2001, la page Euro-indicateurs représente un point de référence sur le web pour tous les utilisateurs des statistiques officielles concernant les données conjoncturelles. Dans sa première version, la page Euro-indicateurs était conçue comme un site web indépendant, disponible en parallèle à celui d'Eurostat et entièrement compatible avec celui-ci en termes de présentation et de règles générales de gestion. Depuis octobre 2004, elle est intégrée au site web d'Eurostat, au sein duquel elle constitue un «domaine spécifique». Il est possible d'accéder à la page Euro-indicateurs soit depuis la page d'accueil du site web d'Eurostat, soit directement via le lien suivant: [www.europa.eu.int/comm/euroindicators/](http://www.europa.eu.int/comm/euroindicators/). Il est également possible d'envoyer des messages électroniques à l'équipe Euro-indicateurs en utilisant l'adresse suivante: [ESTAT-EUROINDICATORS@cec.eu.int](mailto:ESTAT-EUROINDICATORS@cec.eu.int).

La page Euro-indicateurs a pour objet de fournir aux analystes de la conjoncture économique, aux décideurs politiques, aux médias, aux chercheurs, aux étudiants, etc. un ensemble complet, bien structuré et fiable d'informations utiles dans leurs activités quotidiennes. À la base, la page Euro-indicateurs comprend un vaste ensemble d'indicateurs statistiques donnant une image globale, précise et aussi récente que possible de l'évolution économique de la zone euro, de l'Union européenne ainsi que de leurs États membres. À côté de ceux-ci, elle comprend également des produits et services complémentaires visant à faciliter la compréhension et l'analyse des données, comme:

- des notes méthodologiques;
- des rapports de qualité;
- des publications;
- des nouvelles;
- des calendriers de diffusion.

Les sections suivantes de ce document décrivent brièvement les différents produits et services disponibles concernant les euro-indicateurs.

#### Ensembles de données

Les données présentées sur la page Euro-indicateurs s'appuient sur un ensemble d'indicateurs statistiques les plus pertinents, appelés Principaux indicateurs économiques européens,

dont la liste complète peut être trouvée dans la communication de la Commission n° COM/2002/661. La collection de données comprend également des ventilations plus détaillées et des informations qualitatives et quantitatives supplémentaires utiles pour mesurer l'évolution des économies européennes. Conformément à la politique de diffusion générale gratuite d'Eurostat, les données de la page Euro-indicateurs sont structurées en deux composantes principales:

- des tableaux prédéfinis;
- la base de données des statistiques conjoncturelles européennes et nationales.

Tant les tableaux prédéfinis que la base de données des statistiques conjoncturelles européennes et nationales sont structurés en huit domaines couvrant tous les champs d'activité économique pertinents, à savoir:

Balance des paiements
Enquêtes auprès des entreprises et des consommateurs
Prix à la consommation
Commerce extérieur
Industrie, commerce et services
Marché du travail
Indicateurs monétaires et financiers
Comptes nationaux

#### Tableaux prédéfinis

C'est le moyen le plus simple pour examiner nos données les plus récentes. Les tableaux gratuits sont faciles à consulter; ils offrent une vue graphique de l'évolution la plus récente et sont accompagnés d'un texte explicatif succinct. Une possibilité de téléchargement est également disponible pour chacune des huit collections. Actuellement, 316 tableaux sont disponibles.

#### Base de données Euro-ind

Il s'agit d'une grande base de données d'indicateurs macroéconomiques infra-annuels. Plus de 40 000 séries sont actuellement disponibles. Elles peuvent être aisément téléchargées dans différents formats.

#### Notes méthodologiques

La page Euro-indicateurs a été la première collection de données d'Eurostat à être entièrement documentée dans le format SDDS du FMI. Les fichiers SDDS sont régulièrement améliorés et contrôlés afin de toujours correspondre aux données. La création d'ensembles de métadonnées davantage axées sur l'utilisateur est l'un des

objectifs de l'équipe Euro-indicateurs pour les prochaines années.

### Rapports de qualité

Depuis 2001, la base de données des euro-indicateurs, désormais appelée Euro-ind, fait l'objet d'un contrôle de qualité mensuel précis. Les résultats de ce contrôle sont présentés dans une publication en ligne détaillée intitulée «État des affaires», qui est accessible depuis la rubrique «Rapports de qualité», sur la page web Euro-indicateurs. Une synthèse des contrôles mensuels est présentée dans une autre publication en ligne intitulée «Rapport de surveillance», accessible depuis la rubrique «Dernières nouvelles» sur la page web Euro-indicateurs. De plus, un rapport de qualité trimestriel sur les Principaux indicateurs économiques européens est en préparation et sera diffusé dans le courant de l'année.

### Publications

Plusieurs publications sectorielles produites par Eurostat s'appuient sur les euro-indicateurs; elles traitent principalement d'aspects spécifiques des statistiques conjoncturelles. L'équipe Euro-indicateurs est également chargée de préparer la publication mensuelle *Eurostatistics*, qui est la publication périodique la plus vendue d'Eurostat: elle fournit un aperçu synthétique de la situation économique ainsi qu'une analyse statistique détaillée des derniers événements économiques. Elle est accessible à partir de la rubrique «Publications» dans la section consacrée aux euro-indicateurs. Par ailleurs, l'équipe Euro-indicateurs gère une collection de documents de travail comprenant des études méthodologiques et empiriques ayant pour objet l'amélioration et l'analyse des données statistiques européennes.

### Autres produits et services

La page Euro-indicateurs contient également un calendrier de diffusion, actualisé chaque semaine,

des communiqués de presse concernant les euro-indicateurs. L'équipe Euro-indicateurs produit également un bulletin électronique mensuel accessible depuis la rubrique «Dernières nouvelles». Cette publication contient des articles succincts, des nouvelles des États membres et d'Eurostat, des annonces, des liens utiles, etc. L'offre de l'équipe Euro-indicateurs aux analystes de la conjoncture économique est complétée par la production d'une publication bimensuelle intitulée «Lectures choisies», accessible à partir de la rubrique «Dernières nouvelles»; cette publication contient des bibliographies thématiques ou par auteur. Enfin, il est important de noter que tous les actes des conférences organisées par l'équipe Euro-indicateurs sont disponibles sur la page Euro-indicateurs.

### Améliorations prévues

En permanente évolution, la page Euro-indicateurs est tenue à jour pour répondre aux besoins des utilisateurs. Outre l'amélioration déjà mentionnée ci-dessus, l'équipe Euro-indicateurs prévoit de produire un nouvel ensemble de pages statistiques en rapport avec des thèmes essentiels tels que les estimations instantanées, le calcul rétrospectif, l'interpolation et l'extrapolation, la désaisonnalisation, l'analyse conjoncturelle, la construction d'indicateurs équivalents et d'indicateurs directeurs, etc. Ces pages seront progressivement mises en œuvre à partir du deuxième semestre et contiendront des documents méthodologiques, des bibliographies en ligne, des logiciels et des routines, des liens vers des sites spécialisés et, si possible, de nouveaux indicateurs ou analyses quantitatives (documentés en format SDDS) produits sur la base de techniques statistiques avancées.



## Accès gratuit aux statistiques européennes

**<http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>**

Le présent Annuaire fournit une sélection de toutes les données disponibles dans les bases de données d'Eurostat. Le site web d'Eurostat permet d'accéder à l'ensemble complet des données avec les mises à jour les plus récentes.

Les informations statistiques et les données d'Eurostat peuvent être consultées 7 jours sur 7, 24 heures sur 24. Les informations diffusées sur le site d'Eurostat sont disponibles en allemand, en anglais et en français. Elles peuvent être téléchargées gratuitement.

### Les bases de données d'Eurostat sont accessibles gratuitement en ligne

En fonction des besoins de l'utilisateur, il y a deux manières d'accéder aux données: la plupart des utilisateurs trouveront ce dont ils ont besoin par le biais de l'onglet «**Tableaux**» sur la page d'accueil (tableaux prédéfinis), tandis que les spécialistes à la recherche de données plus spécifiques les trouveront par le biais de l'onglet «**Données**» (bases de données détaillées), sur la page d'accueil.

Les **tableaux prédéfinis** comprennent des **données conjoncturelles** (euro-indicateurs) disponibles pour la zone euro, l'UE et les États membres, des **indicateurs à long terme** concernant de nombreux aspects de la vie ainsi que des **indicateurs structurels** couvrant les domaines de l'emploi, de l'innovation et de la recherche, de la réforme économique, de la cohésion sociale et de l'environnement, et des **indicateurs sur le développement durable** sont en cours de développement, pour assurer le suivi, évaluer et réviser la stratégie de l'Union européenne pour le développement durable. Une sélection des indicateurs à long terme

et des indicateurs structurels est publiée dans l'Annuaire Eurostat.

Les **bases de données détaillées** macroéconomiques et sociales ont été créées pour tous ceux qui ont besoin d'informations statistiques de haute qualité, en tant qu'aide à la prise de décision. Plus de 300 millions de données sont disponibles. Elles sont **subdivisées en thèmes et en sujets**. Des liens vers la méthodologie, qui suit la «norme spéciale de diffusion de données (SDDS)» commune élaborée par le Fonds monétaire international (FMI), fournissent des informations complètes pour les utilisateurs spécialisés. La base de données est **actualisée quotidiennement**.

### Télécharger gratuitement les versions électroniques des publications d'Eurostat

Les statisticiens d'Eurostat analysent leurs données afin de les rendre plus faciles à comprendre pour les utilisateurs. Toutes les publications d'Eurostat peuvent être téléchargées gratuitement en **format PDF**.

Il suffit de se connecter au site web d'Eurostat pour accéder gratuitement à l'ensemble des bases de données, metadonnées et publications d'Eurostat.

### Le support de données statistiques européennes aide les internautes

Eurostat a mis en place, avec les membres du système statistique européen, un réseau de centres de support, qui existent dans presque tous les États membres et quelques pays de l'AELE. Leur mission est de fournir une aide et un guide aux utilisateurs Internet des données statistiques européennes.

1





## L'Union européenne dans le contexte global

### Se faire une idée de la position de l'UE dans le monde

Les données d'Eurostat permettent de faire des comparaisons entre l'UE et d'autres parties du monde. Elles aident à analyser ses rapports avec d'autres pays et zones économiques. Pour situer la position de l'UE dans le monde, cette section présente une sélection de statistiques concernant les domaines suivants:

- la population de l'UE et son évolution par rapport à la population mondiale;
- quelques indicateurs économiques;
- les dépenses pour les technologies de l'information et les télécommunications, ainsi que le pourcentage de citoyens qui ont accès à l'internet à domicile;
- l'énergie consommée pour produire le produit intérieur brut (PIB) dans les différents pays. L'indicateur «intensité énergétique de l'économie» fournit la réponse. D'autres indicateurs environnementaux sont disponibles.



### La population mondiale de 1960 à 2003

Population en milieu d'année, en millions de personnes

	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003
Monde	3 039,7	3 346,2	3 708,1	4 087,3	4 454,3	4 850,4	5 275,9	5 686,0	6 081,5	6 155,9	6 229,6	6 303,1
Pays développés, dont:												
UE-25	910,4	961,6	1 003,2	1 044,9	1 080,8	1 111,5	1 143,0	1 171,8	1 193,5	1 196,8	1 199,9	1 203,1
Japon	378,0	395,1	406,9	418,4	427,0	432,6	444,0	446,9	451,5	452,3	453,6	455,7
États-Unis	94,1	98,9	104,3	111,6	116,8	120,8	123,5	125,3	126,7	126,9	127,1	127,2
Fédération de Russie	180,7	194,3	205,1	216,0	227,7	238,5	250,1	266,6	282,3	285,0	287,7	290,3
	119,6	126,5	130,2	134,3	139,0	144,0	148,1	148,1	146,7	146,0	145,3	144,6
Pays moins développés, dont:												
Chine	2 129,3	2 384,6	2 704,4	3 042,5	3 373,5	3 739,0	4 132,9	4 514,2	4 888,1	4 959,2	5 029,7	5 100,0
Inde	650,7	715,5	820,4	917,9	984,7	1 054,7	1 138,9	1 206,0	1 268,9	1 276,9	1 284,3	1 291,5
Nigeria	445,9	495,7	555,0	620,5	687,0	762,4	841,7	922,1	1 002,7	1 018,5	1 034,2	1 049,7
Brésil	39,9	45,0	51,0	58,5	68,8	77,6	88,5	101,0	114,3	117,1	119,9	122,8
	71,7	83,1	95,7	108,8	123,0	137,3	151,1	163,5	175,6	177,8	179,9	182,0

Source (sauf UE-25): US Census Bureau.

**Parts dans la population mondiale de 1960 à 2003**

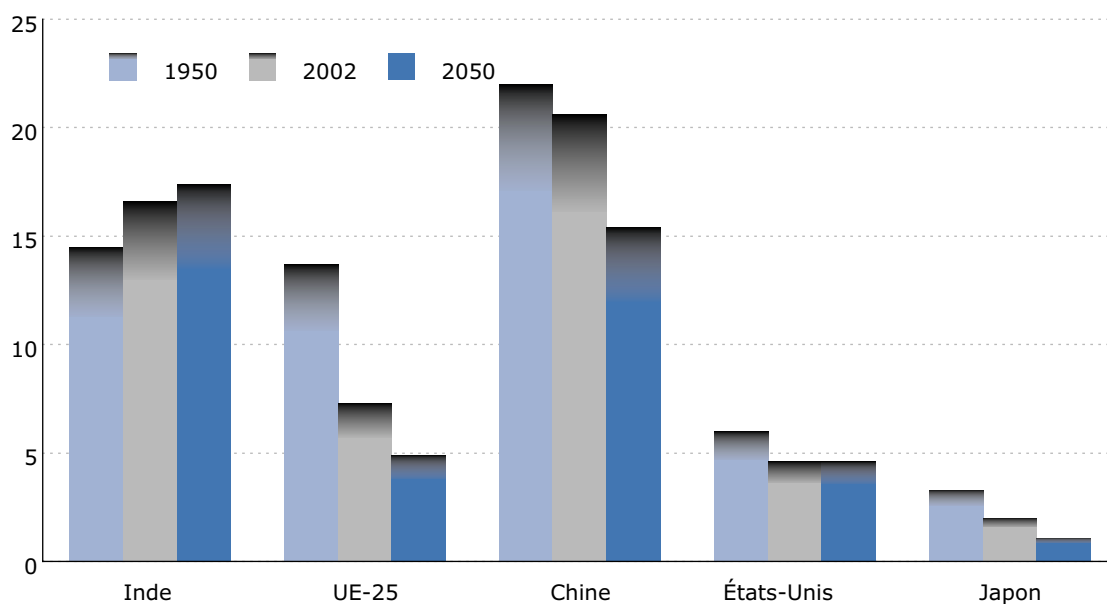
Population en milieu d'année; en %

	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003
Monde	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Pays développés, dont:	30	29	27	26	24	23	22	21	20	19	19	19
UE-25	12	12	11	10	10	9	8	8	7	7	7	7
Japon	3	3	3	3	3	2	2	2	2	2	2	2
États-Unis	6	6	6	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Fédération de Russie	4	4	4	3	3	3	3	3	2	2	2	2
Pays moins développés, dont:	70	71	73	74	76	77	78	79	80	81	81	81
Chine	21	21	22	22	22	22	22	21	21	21	21	20
Inde	15	15	15	15	15	16	16	16	16	17	17	17
Nigeria	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2
Brésil	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3

Source (sauf UE-25): US Census Bureau.

**Part dans la population mondiale**

En %



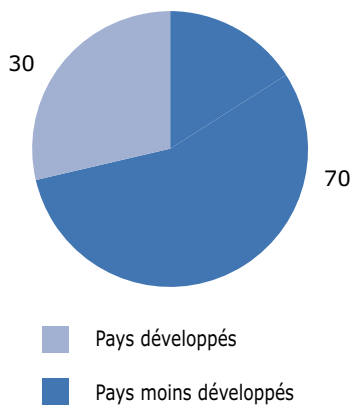
Source (sauf UE-25): US Census Bureau.

2050: données prévisionnelles.



**Part dans la population mondiale en 1960**

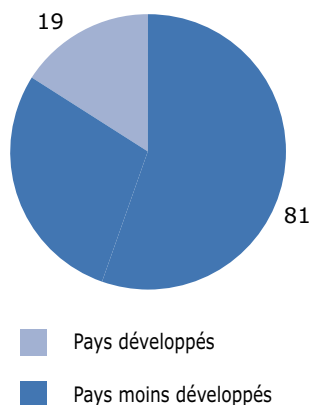
En %



Source (sauf UE-25): US Census Bureau.

**Part dans la population mondiale en 2003**

En %

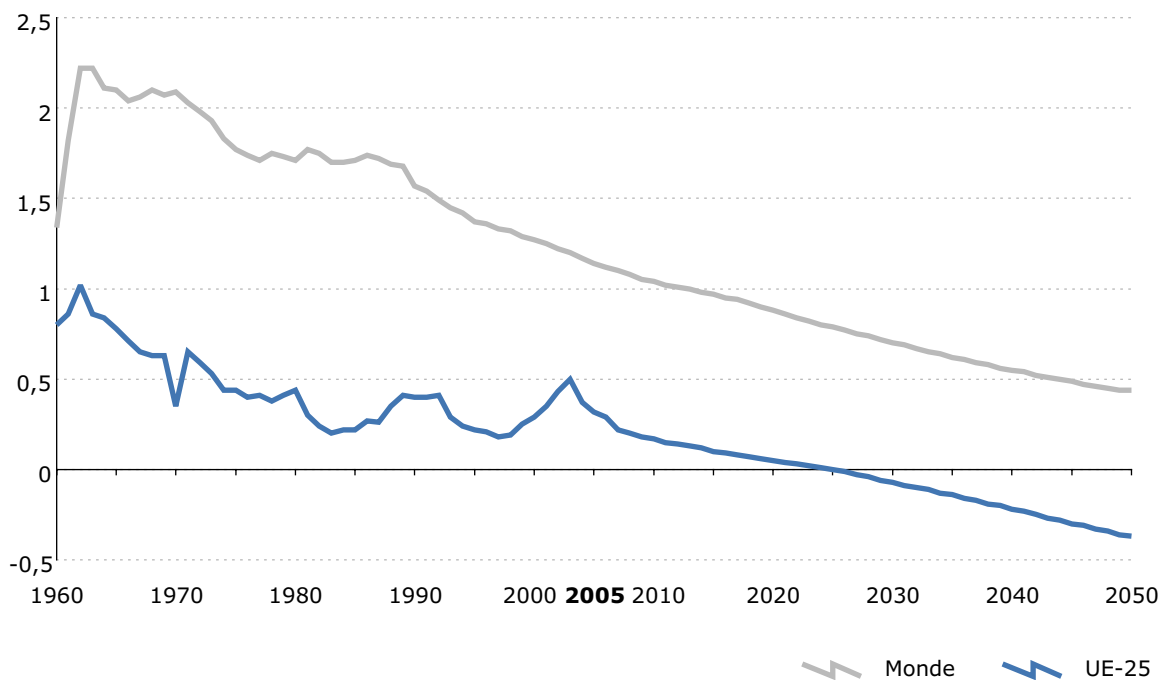


Source (sauf UE-25): US Census Bureau.

1

**Évolution démographique totale dans le monde et dans l'UE-25**

Variation par rapport à l'année précédente; en %

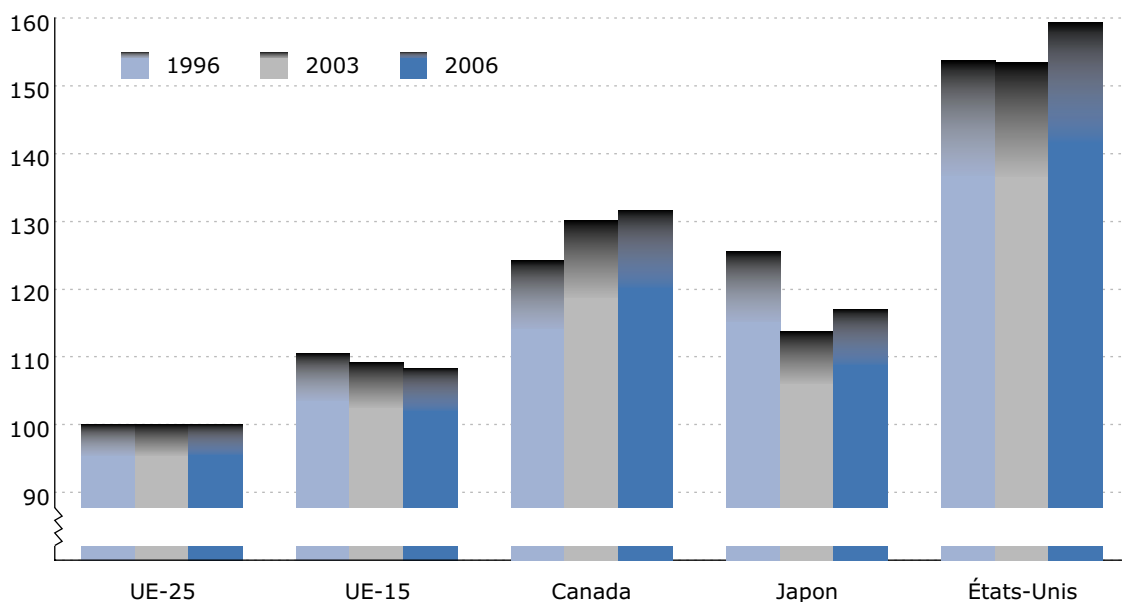


Source (sauf UE-25): US Census Bureau.

2006 à 2050: données prévisionnelles.

**Produit intérieur brut par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA)**

UE-25 = 100

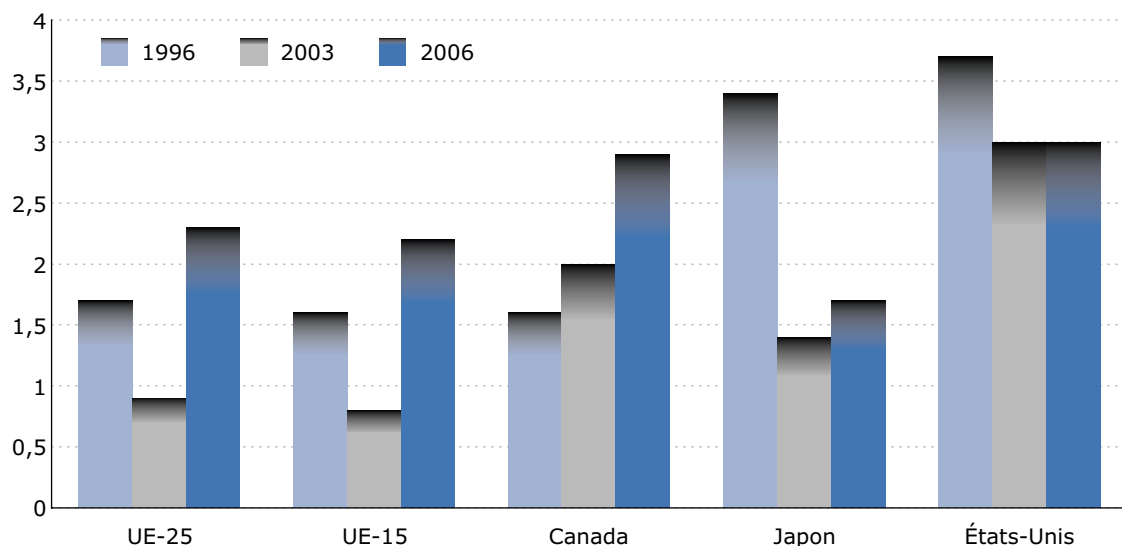


Contient des valeurs prévisionnelles.

Le produit intérieur brut (PIB) est une mesure de l'activité économique. Il est défini comme la valeur de tous les biens et services produits moins la valeur des biens et services utilisés dans leur création. L'indice de volume du PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) est exprimé par rapport à la moyenne de l'Union européenne (UE-25) fixée à 100. Si l'indice d'un pays est supérieur à 100, le niveau du PIB par tête pour ce pays est supérieur à la moyenne de l'Union européenne et vice versa. Les chiffres de base sont exprimés en SPA, c'est-à-dire dans une monnaie commune qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PIB en volume entre les pays. Il est à noter que l'indice, calculé à partir des chiffres en SPA et exprimé par rapport à UE-25 = 100, est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

**Taux de croissance du produit intérieur brut**

Variation en % par rapport à l'année précédente; PIB à prix constants (1995)



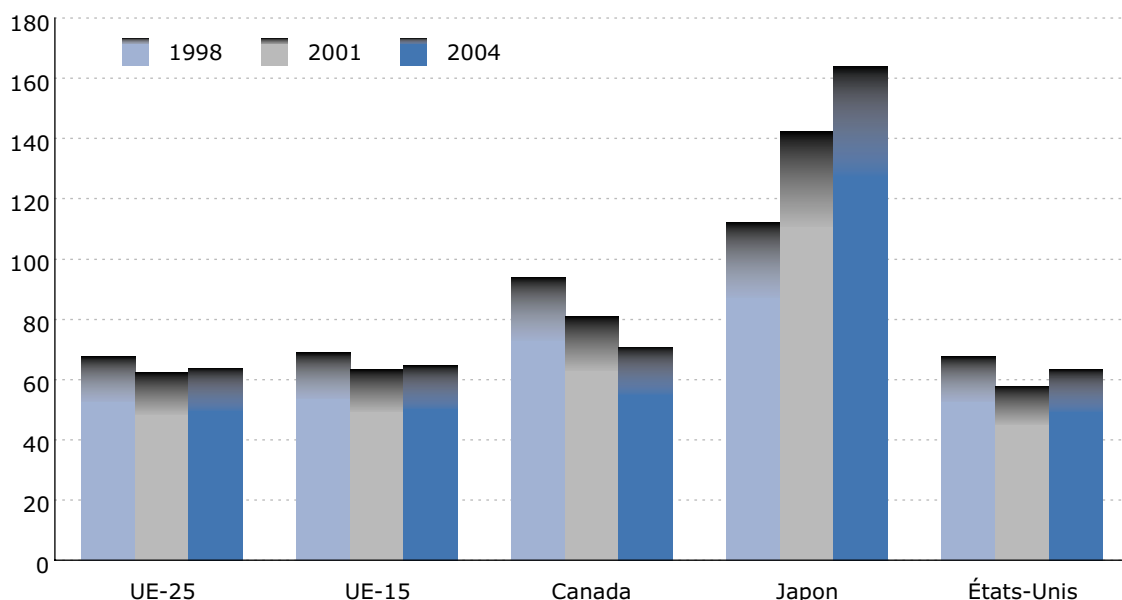
Contient des valeurs prévisionnelles.

Le PIB est une mesure de l'activité économique. Il est défini comme la valeur de tous les biens et services produits moins la valeur des biens et services utilisés dans leur création. Le calcul du taux de croissance annuel du PIB à prix constants est destiné à permettre les comparaisons des dynamiques du développement économique à la fois à travers le temps et entre des économies de différentes tailles. Le taux de croissance est calculé à partir de chiffres à prix constants puisque ceux-ci donnent les mouvements en volume uniquement, c'est-à-dire que les mouvements des prix ne feront pas monter les taux de croissance.



## Dette brute consolidée des administrations publiques

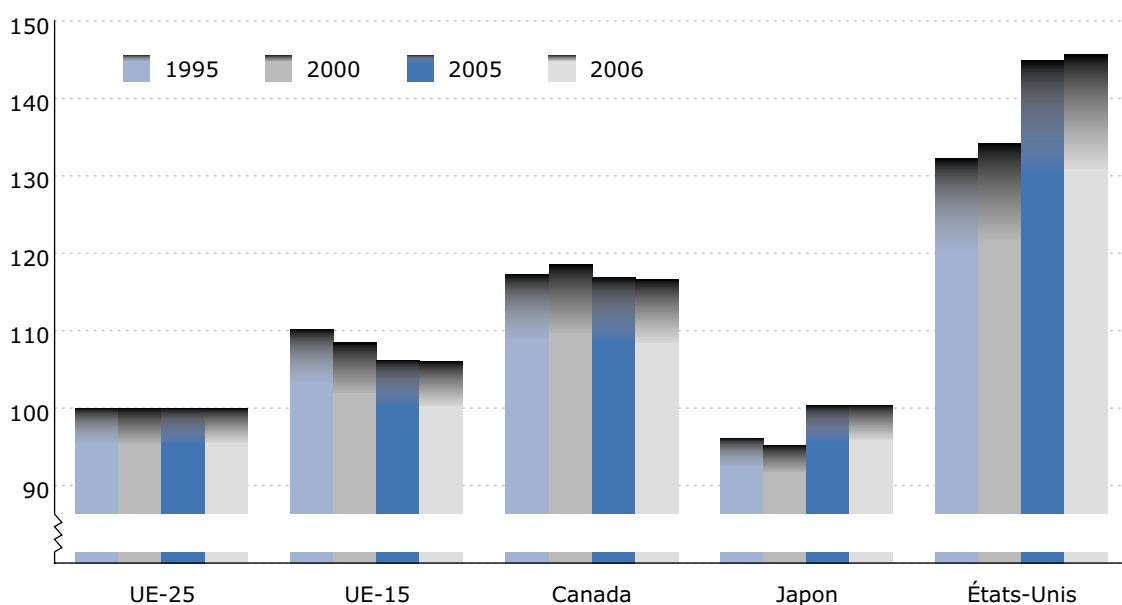
En % du PIB



Le secteur des administrations publiques comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Le PIB utilisé comme dénominateur est le produit intérieur brut aux prix courants du marché. La dette est évaluée en valeur nominale (faciale), et la dette en monnaie étrangère est convertie en monnaie nationale en utilisant les taux de change commerciaux en fin d'année (bien que des règles spéciales s'appliquent aux contrats). Les données nationales pour le secteur des administrations publiques sont consolidées entre les sous-secteurs. Les données de base sont en monnaie nationale, converties en euros en utilisant les taux de change de l'euro en fin d'année fournis par la Banque centrale européenne. Les données sont établies sur la base des droits constatés.

## Productivité de la main-d'œuvre

PIB en SPA par personne occupée par rapport à l'UE-25 (= 100)

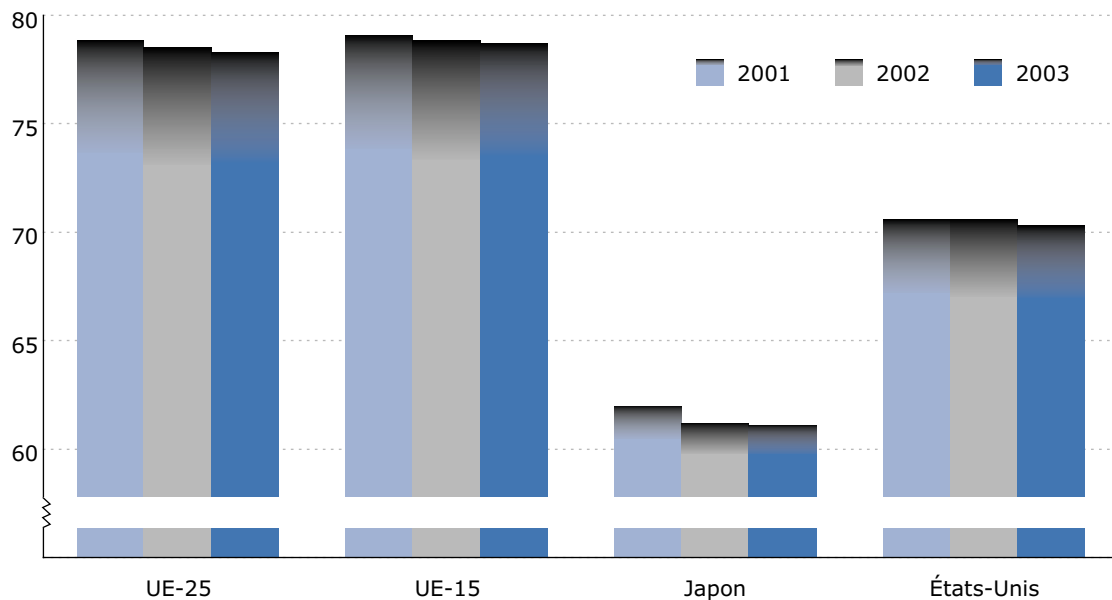


2005, 2006: données prévisionnelles.

Le PIB est une mesure de l'activité économique. Il est défini comme la valeur de tous les biens et services produits moins la valeur des biens et services utilisés dans leur création. Le PIB par emploi, exprimé par rapport à la moyenne de l'Union européenne (UE-25), est destiné à donner une impression d'ensemble de la productivité des économies nationales. Si l'indice d'un pays est supérieur à 100, le niveau du PIB par personne occupée pour ce pays est supérieur à la moyenne de l'Union européenne et vice versa. Les chiffres de base sont exprimés en SPA, c'est-à-dire dans une monnaie commune qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PIB en volume entre les pays. Il est à noter que la notion de «personnes occupées» ne fait pas de distinction entre emploi à temps complet et emploi à temps partiel.

**Taux de prélèvement sur les bas salaires – Piège du chômage**

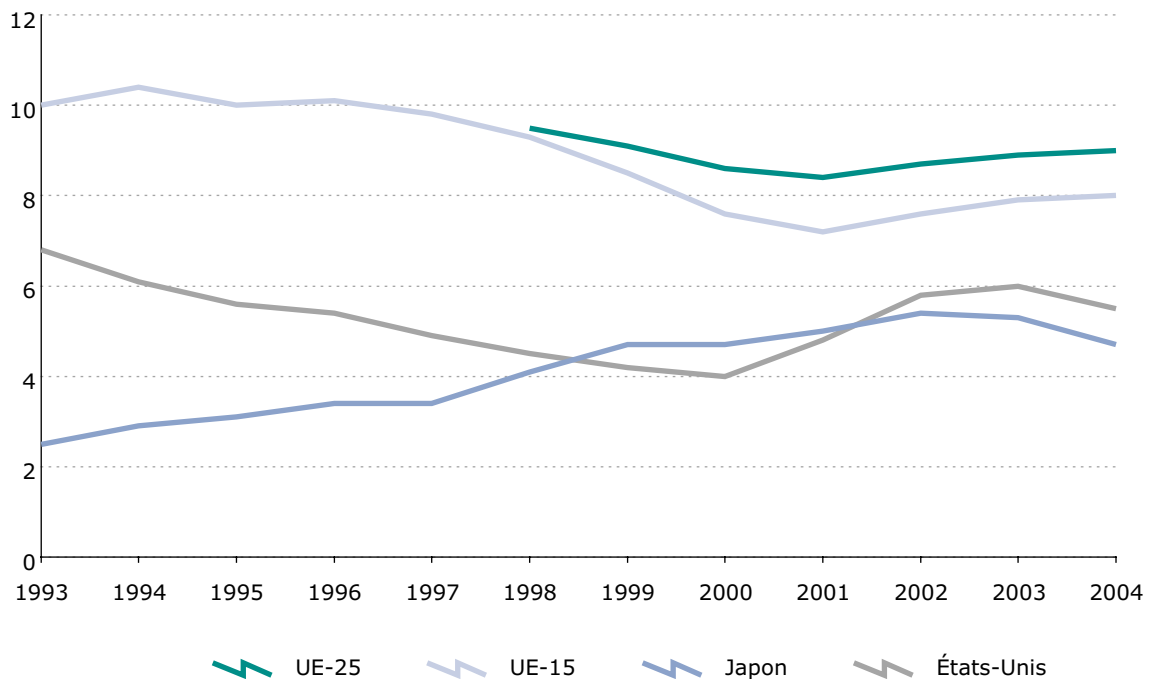
En %



Le piège du chômage mesure quel pourcentage de la rémunération brute (lors du passage d'une période de chômage vers un nouvel emploi), est «absorbé» par suite des effets combinés de l'accroissement des taux d'imposition et de cotisation sociale et de la perte des allocations. Cet indicateur couvre les personnes célibataires sans enfant qui gagnent, lorsqu'elles travaillent, 67 % du salaire moyen d'un ouvrier occupé à plein temps dans l'industrie manufacturière.

**Taux de chômage total**

En %

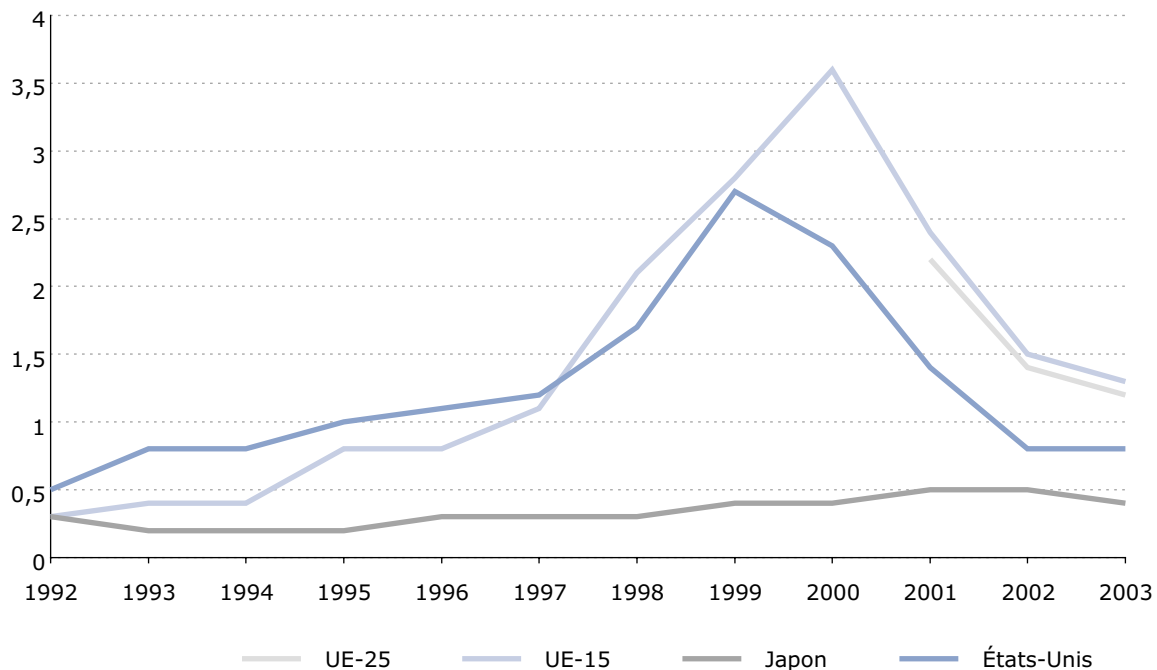


Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs par rapport à l'ensemble des forces de travail. Les forces de travail sont composées des personnes occupées et des chômeurs. Les chômeurs sont les personnes âgées de 15 à 74 ans qui étaient: a) sans travail pendant la semaine de référence; b) disponibles pour travailler, c'est-à-dire pour commencer une activité en tant que salarié ou non salarié dans un délai de deux semaines suivant la semaine de référence; c) à la recherche active d'un travail, c'est-à-dire qui avaient entrepris des démarches spécifiques en vue de trouver un emploi salarié ou non salarié pendant une période de quatre semaines se terminant à la fin de la semaine de référence, ou qui avaient trouvé un travail à commencer plus tard, c'est-à-dire endéans une période maximale de trois mois.



### Intensité des investissements directs étrangers

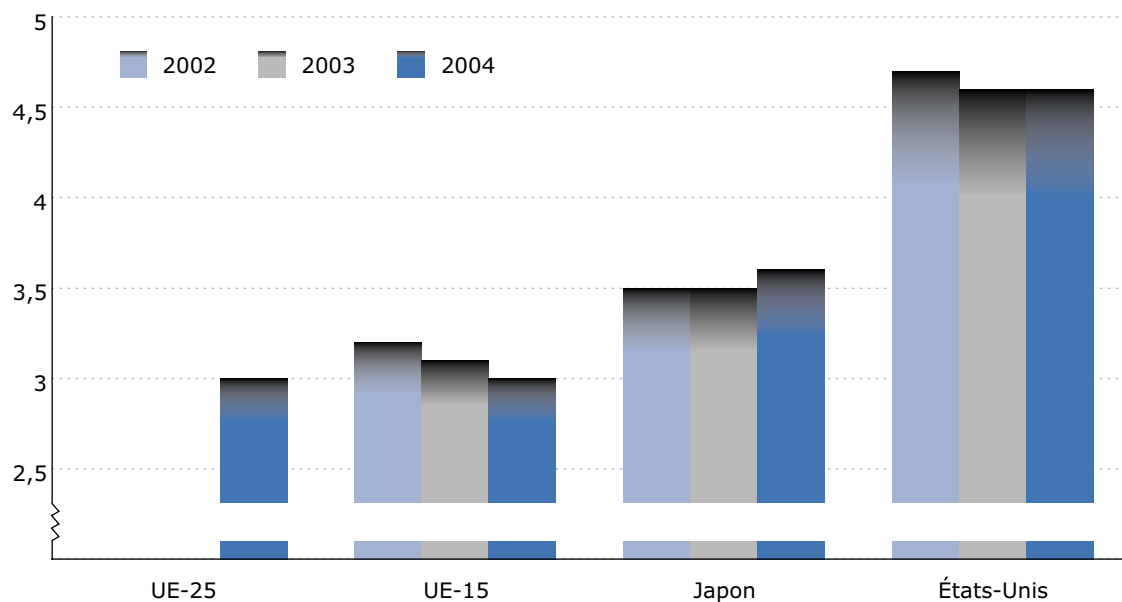
En %



Moyenne des investissements directs étrangers (IDE) entrants et sortants divisée par le PIB. L'indice mesure l'intensité de l'intégration des investissements dans l'économie internationale. On entend par «investissements directs» les investissements internationaux réalisés par une entité résidente (investisseur direct) dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entité opérant dans une économie autre que celle de l'investisseur (entreprise d'investissement direct). Les investissements directs comprennent non seulement les transactions initiales entre les deux entités, mais également toutes les opérations en capital ultérieures ayant lieu entre elles et entre les entreprises apparentées, qu'elles soient dotées ou non de la personnalité morale. Les données sont exprimées en pourcentage du PIB pour éliminer l'effet des différences dans la taille des économies des pays déclarants.

### Dépenses pour les technologies de l'information

En % du PIB

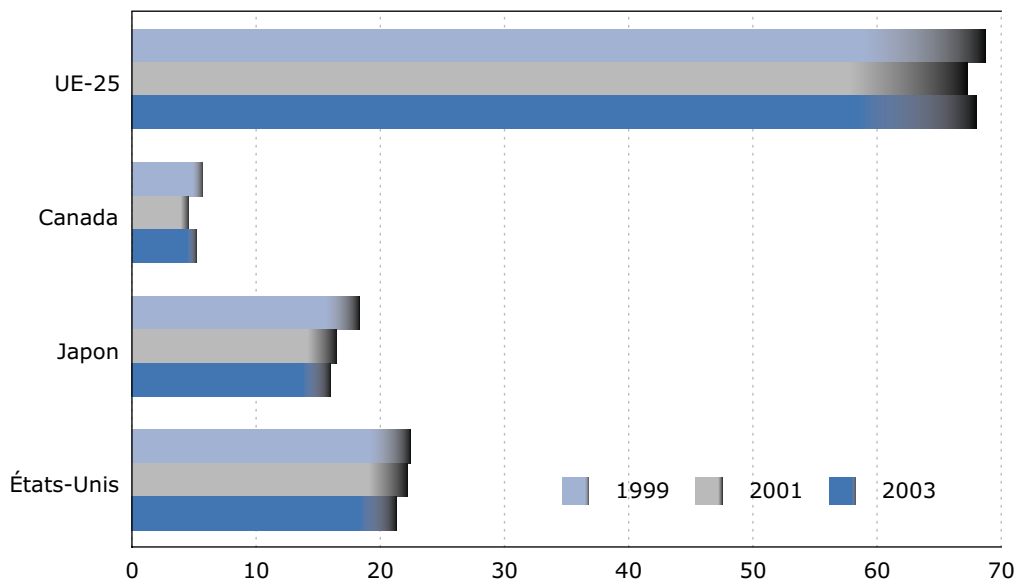


Dépenses pour du matériel, de l'équipement, des logiciels et d'autres services relevant des technologies de l'information (TI) en pourcentage du PIB.

1

### Exportations vers les pays de l'UE

Part des exportations nationales totales (fob); en %

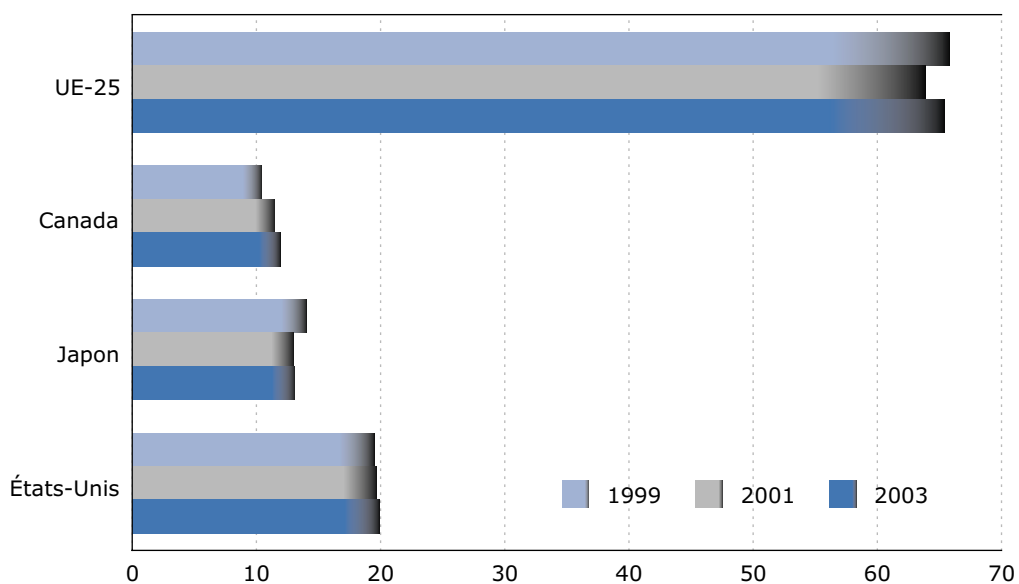


Sources: Eurostat, Organisation des Nations unies.

Le graphique montre la part des exportations intra-UE des pays déclarants exprimée en valeur par rapport à leurs exportations totales.

### Importations des pays de l'UE

Part des importations nationales totales (caf); en %



Sources: Eurostat, Organisation des Nations unies.

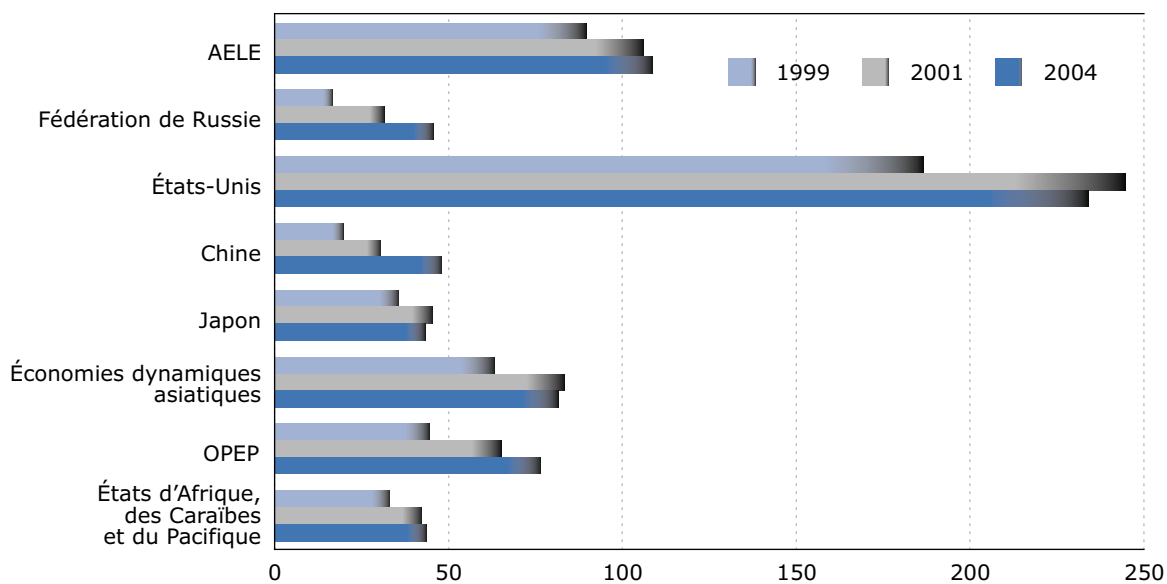
Le graphique montre la part des importations intra-UE des pays déclarants exprimée en valeur par rapport à leurs importations totales.





### Exportations extra-UE-25 – Principaux partenaires commerciaux

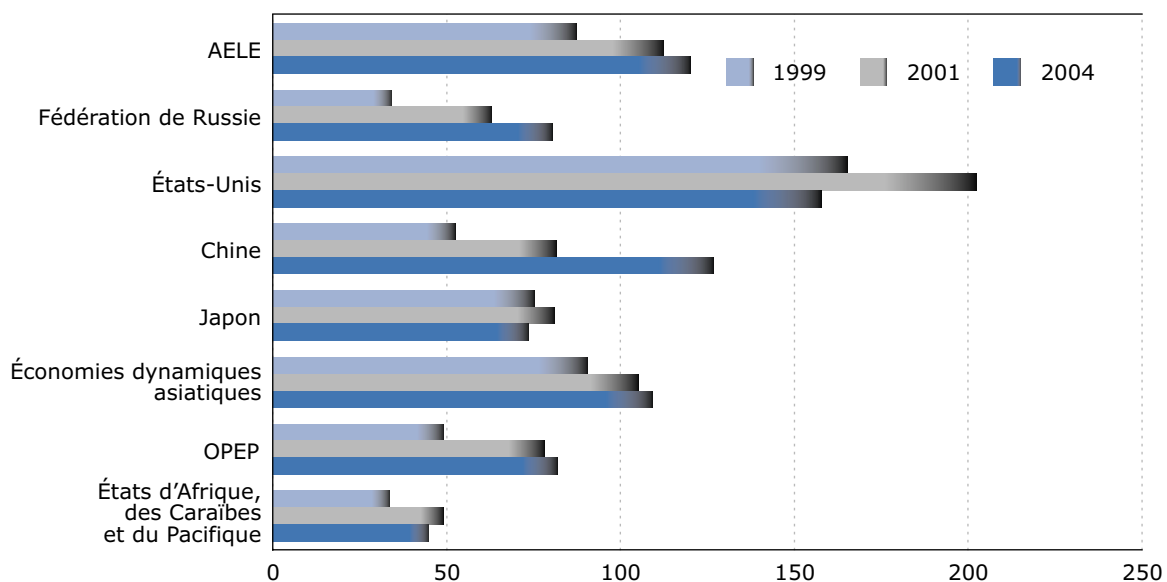
1 000 Mio ECU/EUR (valeur fob)



1

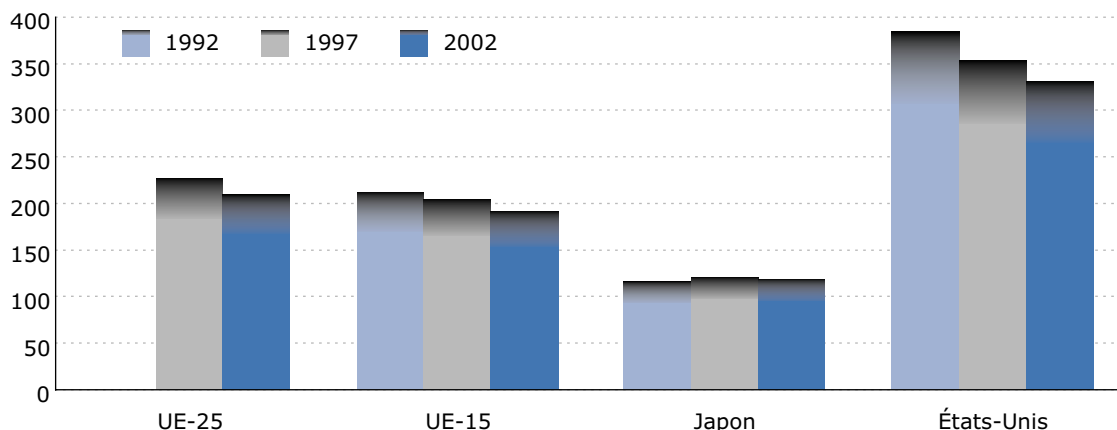
### Importations extra-UE-25 – Principaux partenaires commerciaux

1 000 Mio ECU/EUR (valeur caf)



**Intensité énergétique de l'économie**

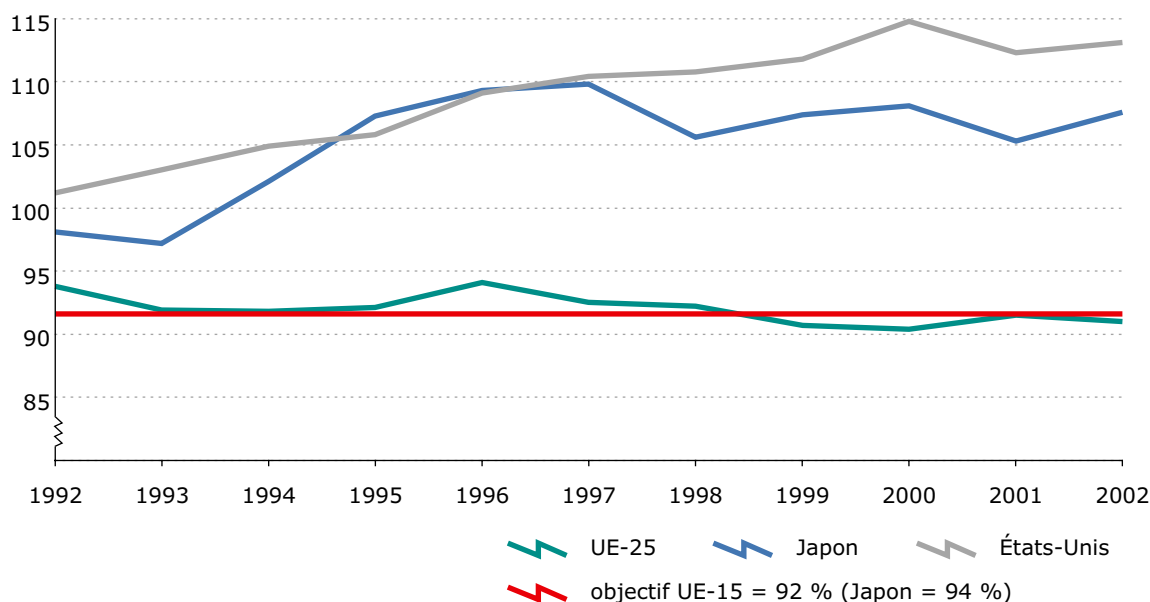
En kgep pour 1 000 EUR



Cet indicateur est le ratio entre la consommation intérieure brute d'énergie et le PIB calculé pour une année civile. Il mesure la consommation d'énergie d'une économie et son efficacité énergétique globale. La consommation intérieure brute d'énergie est calculée comme la somme de la consommation intérieure brute de cinq types d'énergie: charbon, électricité, pétrole, gaz naturel et sources d'énergies renouvelables. Les chiffres du PIB sont considérés à prix constants pour éviter l'impact de l'inflation, l'année de base étant 1995 (SEC 1995). Le taux d'intensité énergétique est le résultat de la division de la consommation intérieure brute par le PIB. Comme la consommation intérieure brute est mesurée en kilogrammes-équivalent pétrole (kgep) et le PIB en milliers d'euros, ce taux est mesuré en kgep par millier d'euros.

**Émissions de gaz à effet de serre**

Année de base = 100



UE-25: valeurs estimées.

En vertu du protocole de Kyoto, l'UE a accepté une réduction de 8 % de ses émissions de gaz à effet de serre entre l'année de référence, celle du protocole de Kyoto, et la période 2008-2012. Les réductions pour chacun des 15 pays de l'UE ont été convenues au sein de l'accord de partage de la charge (décision du Conseil 2002/358/CE), qui permet à certains pays d'augmenter leurs émissions, à condition que celles-ci soient compensées par des réductions dans d'autres États membres. Les nouveaux pays membres ont choisi d'autres objectifs de réduction et d'autres années de référence, comme cela était permis au sein du protocole. Ceux-ci et les objectifs de l'accord de partage de charge pour 2008-2012 sont indiqués dans le graphique comme chiffres pour 2010 (pas d'objectif pour Chypre et Malte). Les émissions des six gaz à effet de serre couverts par le protocole sont pondérées par leurs potentiels de réchauffement global (GWP — global warming potential) et agrégées pour donner des émissions totales en équivalents CO<sub>2</sub>. En général, l'année de référence est 1990 pour les gaz non fluorés (CO<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub>, et N<sub>2</sub>O), et 1995 pour les gaz fluorés (HFC, PFC et SF<sub>6</sub>). Les données n'incluent pas les émissions et processus d'absorption dus au changement d'utilisation du sol et au secteur forestier (LUCF).



## Les données sur les régions d'Europe

Des statistiques régionales comparables, composante majeure du système statistique européen, sont collectées depuis plusieurs décennies. Les statistiques régionales d'Eurostat couvrent les principaux aspects de la vie économique et sociale de l'Union européenne: démographie, migration, comptes régionaux, emploi et chômage, santé, tourisme, agriculture, recherche et développement, éducation, etc. Les concepts et définitions utilisés sont aussi proches que possible de ceux utilisés par Eurostat pour la production ou la collecte de statistiques au niveau national.

Les données sont directement accessibles sur le site web de diffusion d'Eurostat, à l'adresse suivante:

**<http://europa.eu.int/comm/eurostat>**  
(à partir de là, cliquez sur «Data/Regions»).

Afin de pouvoir produire des données régionales, une classification des unités territoriales régionales est nécessaire. Dans l'Union européenne, la classification utilisée s'appelle «NUTS». Depuis 2003, la NUTS est fondée sur un règlement<sup>(1)</sup>. La NUTS est une classification hiérarchique; elle subdivise chaque État membre en un nombre entier de régions au niveau NUTS 1. Chacune de ces régions est ensuite subdivisée en régions de niveau NUTS 2 et celles-ci, à leur tour, en régions de niveau NUTS 3. La NUTS privilégie les divisions institutionnelles. Les régions NUTS sont donc généralement des unités administratives, correspondant au territoire sur lequel les autorités locales exercent leur pouvoir. Les régions administratives sont généralement adoptées par les statisticiens en tant qu'unités les plus appropriées pour la collecte, le traitement et la diffusion des données.

De plus amples renseignements sur la NUTS, le règlement et son application peuvent être trouvés sur le site web d'Eurostat, où nous avons chargé la classification NUTS et où vous pouvez également trouver des cartes des régions NUTS (<http://europa.eu.int/comm/eurostat/ramon/nuts/>).

Les statistiques régionales d'Eurostat sont non seulement disponibles sur son site web de diffusion, mais également utilisées chaque année pour produire l'une des publications les plus im-

portantes d'Eurostat: l'Annuaire régional. Celui-ci est publié en trois langues (allemand, anglais et français) et contient une série de chapitres examinant différents thèmes régionaux. Dans chaque chapitre, des cartes en couleurs, accompagnées de graphiques et de commentaires, donnent au lecteur une image aussi complète que possible des distributions régionales de l'indicateur ou de la combinaison d'indicateurs étudiés. Les utilisateurs peuvent accéder aux données et les manipuler électroniquement, car elles sont stockées sur un CD-ROM qui accompagne la publication. L'Annuaire est produit chaque année au début de l'été et paraît en septembre.

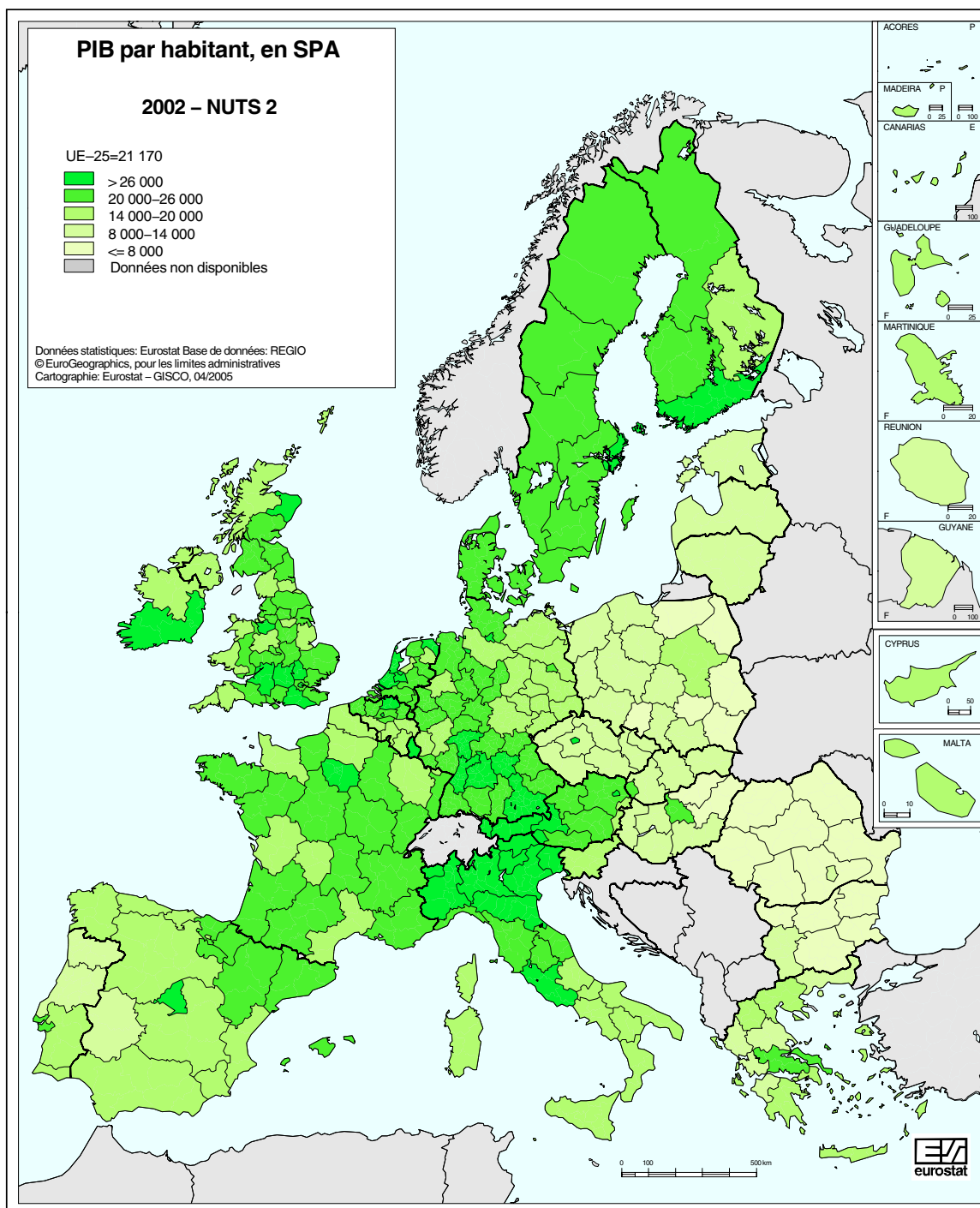
En outre, un guide de référence, publié chaque année en février, donne des explications exhaustives sur l'ensemble des séries de données contenues dans la base, ainsi que des descriptions méthodologiques de la NUTS et de certaines variables essentielles comme le PIB et les taux de chômage régionaux.

Les deux publications peuvent être téléchargées du site web d'Eurostat sous forme de fichiers PDF.

Les statistiques régionales sont utilisées dans un large éventail d'applications, et notamment pour la répartition rationnelle et cohérente des Fonds structurels. Tous les cinq à sept ans, la Commission distribue plus de 50 milliards d'euros pour renforcer la cohésion économique et sociale dans l'Union européenne. Dans ce contexte, les données régionales sont utilisées comme base objective pour sélectionner les régions éligibles et pour l'analyse *ex post* des effets des politiques structurelles européennes.

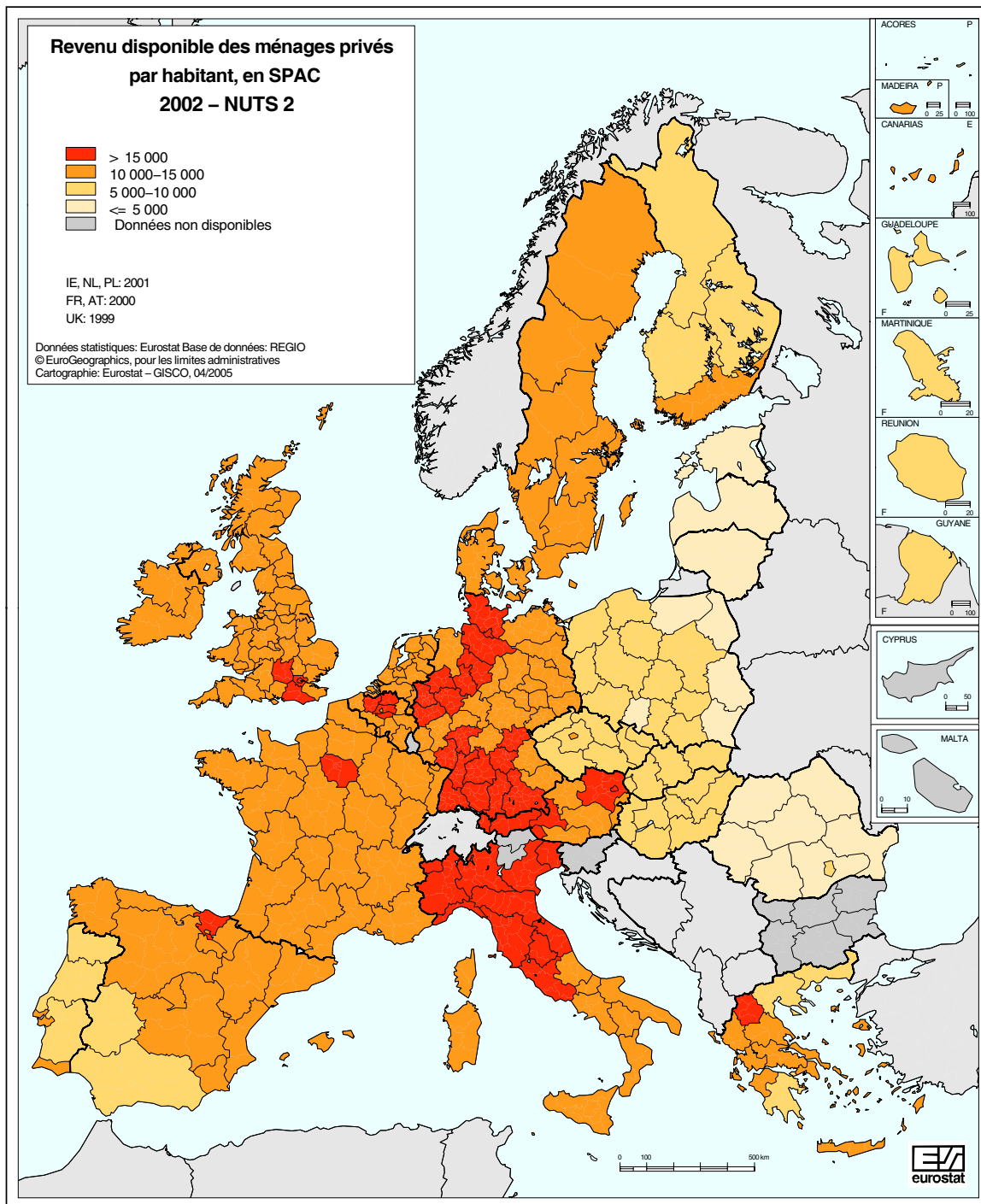
Depuis 2004, Eurostat possède également des statistiques urbaines mesurant, à travers plus de 270 indicateurs, la «qualité de vie» dans 256 villes européennes. Les données sont disponibles à trois niveaux: pour les villes proprement dites, pour les zones urbaines plus larges et pour les quartiers infra-urbains (ensemble de données réduit). Elles sont également directement accessibles sur le site web de diffusion d'Eurostat via le même lien que ci-dessus.

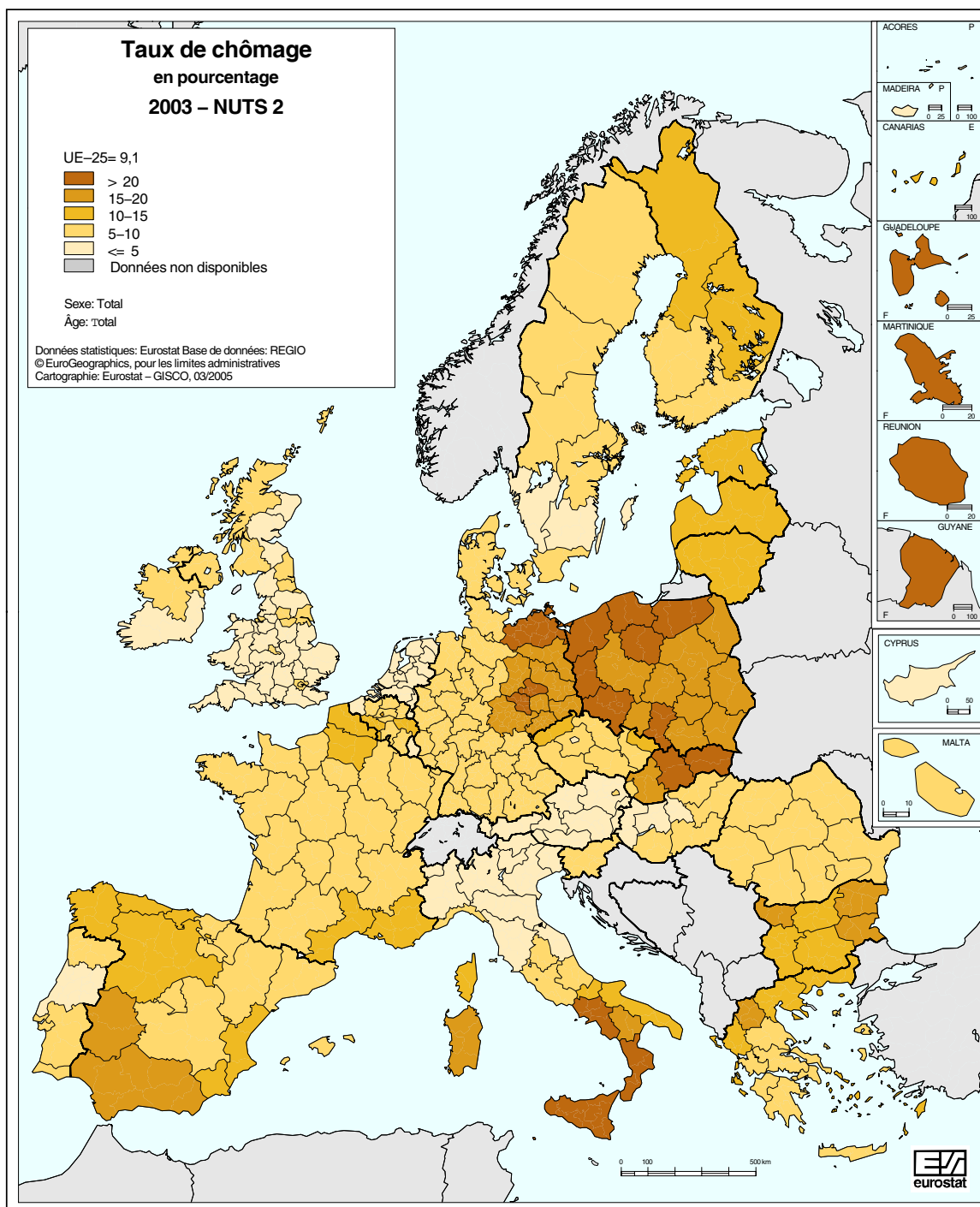
(1) Règlement (CE) n° 1059/2003 du Parlement européen et du Conseil du 26 mai 2003 relatif à l'établissement d'une nomenclature commune des unités territoriales statistiques (NUTS).

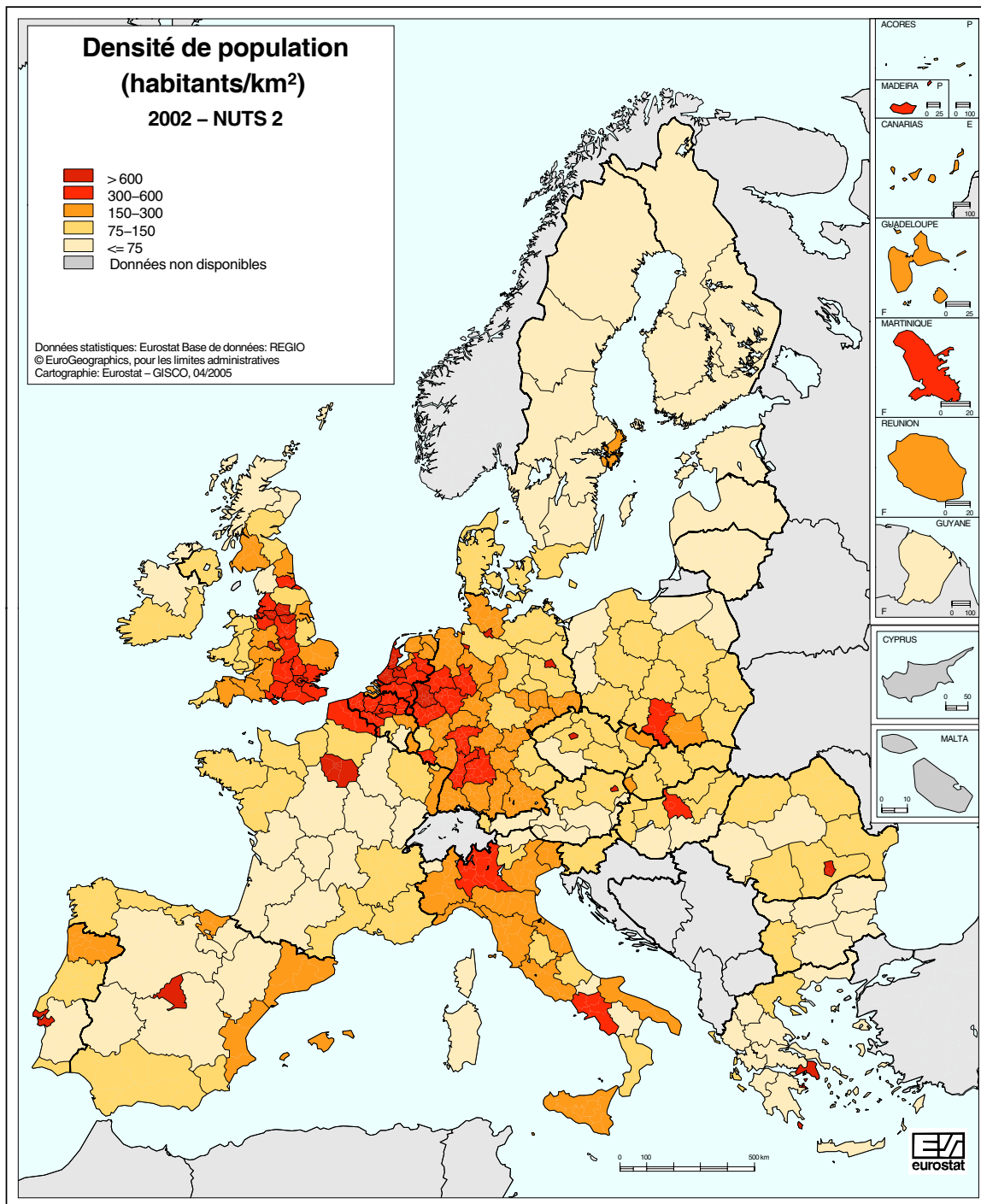


Les quatre cartes présentées sur cette page et sur les pages suivantes illustrent la diversité des régions d'Europe. Elles montrent que, pour de nombreux aspects économiques et sociaux, des écarts assez importants peuvent également être trouvés à l'intérieur d'un pays donné, notam-

ment entre l'est et l'ouest de l'Allemagne, le nord et le sud de l'Italie, le nord et le sud de l'Espagne et l'Angleterre, l'Écosse et le pays de Galles. Dans la plupart des cas, la région de la capitale d'un pays s'en tire mieux que les zones plus rurales.









## Au-devant de la scène: la société de l'information

### Le plan d'action «eEurope 2005»: la voie pour la société de l'information en Europe

La Commission européenne souhaite établir un environnement favorable à l'investissement privé et à la création d'emplois, renforcer la productivité, moderniser les services publics et donner à chacun la possibilité de participer à la société de l'information mondialisée. À cette fin, elle a lancé le plan d'action «eEurope 2005», qui vise à stimuler les services sécurisés, les applications innovantes et le contenu — accessibles par le biais d'une infrastructure large bande disponible à grande échelle.

Le plan d'action «eEurope 2005» se concentre sur sept «priorités politiques "eEurope"»: l'accès large bande, le commerce en ligne (commerce électronique), l'administration en ligne, la santé en ligne, l'inclusion en ligne (la fracture numé-

rique), l'enseignement en ligne et la sécurité. Cette section met **au-devant de la scène** trois de ces politiques: la fracture numérique, l'accès large bande et le commerce électronique.

### Les données d'Eurostat sur la société de l'information

Les statistiques sur la société de l'information sont vitales pour suivre la mise en œuvre du plan d'action «eEurope 2005». Eurostat joue un rôle central dans la mise à disposition de ces statistiques.

Les données d'Eurostat sur la société de l'information permettent d'examiner les tendances et les changements à suivre dans différents secteurs de l'économie et segments de la société. Les contributions à cette section **«Au-devant de la scène»** illustrent le potentiel de la base de données d'Eurostat. Celle-ci possède deux avantages remarquables:

- elle offre des données comparables et représentatives pour l'ensemble de l'Union européenne;
- elle est accessible au public gratuitement.

### La coopération dans la collecte des données garantit la comparabilité

Afin d'évaluer les progrès apportés par les technologies de l'information et de la communication (TIC), la Commission a mis en place des enquêtes annuelles sur la société de l'information qui, depuis 2002, suivent l'évolution de l'utilisation des TIC dans les entreprises et dans les ménages/par les citoyens. Eurostat prépare des questionnaires modèles pour ces enquêtes communautaires, qui sont alors menées par les instituts nationaux de statistique des États membres. Les questionnaires modèles utilisent des indicateurs d'évaluation comparative qui ont été mis au point par les plans d'action «eEurope» de la Commission de 2002 et de 2005, respectivement.





Eurostat collabore étroitement avec les instituts nationaux de statistique et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Bien que la participation à l'enquête soit volontaire, la plupart des États membres y ont pris part, y compris, à partir de 2004, la plupart des nouveaux États membres, ainsi que la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie, pays candidats à l'adhésion. Le 30 avril 2004, le Parlement européen et le Conseil ont adopté le règlement (CE) n° 808/2004 couvrant les enquêtes susmentionnées, qui assurera la disponibilité de données harmonisées pour tous les États membres de l'UE-25. Ce règlement est un règlement-cadre: il permet une certaine flexibilité de sorte que les enquêtes peuvent être adaptées annuellement pour englober de nouveaux besoins émergents des utilisateurs et des décideurs.

Au départ, les enquêtes se concentraient sur l'accès et la connectivité. Au fil des années, cependant, elles ont été étendues pour couvrir la diversité régionale, la spécificité hommes/femmes et les différences dues à l'âge et à l'éducation qui caractérisent la fracture numérique, ainsi que

pour mieux cerner les avantages et les problèmes rencontrés dans l'utilisation des TIC.

Des adaptations annuelles visant à répondre aux besoins des utilisateurs ont également été apportées, notamment dans des secteurs spécifiques comme le secteur financier ou des domaines spécifiques comme l'administration en ligne, l'accès large bande et le recours aux compétences en ligne. Ces adaptations représentent un défi majeur: d'une part, pour assurer la continuité d'une liste d'informations de base et d'indicateurs politiques et, d'autre part, pour intégrer de nouveaux domaines sans imposer une charge de réponse supplémentaire trop lourde.

## La fracture numérique

Au cours de la dernière décennie, les technologies de l'information et de la communication ont été mises à la portée du grand public, en termes d'accessibilité ainsi que de coût. Il subsiste néanmoins un fossé entre les utilisateurs et les non-

utilisateurs ou, pour utiliser la phraséologie des études sur l'inégalité, entre les «ayant» et les «n'ayant pas». Cette «fracture numérique» a plusieurs origines: manque d'infrastructures ou d'accès, manque de motivations pour utiliser les TIC, lacunes en informatique ou absence des compétences nécessaires pour prendre part à la société de l'information.

La présente section examine de plus près l'ampleur de cette fracture et certaines causes possibles de son existence, ainsi que les perspectives que le fossé se comble.

### La fracture numérique parmi les ménages — Accès plus courant chez les jeunes et les plus instruits

En 2004, 55 % des ménages de l'Union européenne disposaient d'un ordinateur à domicile et 42 % d'une connexion internet à domicile.





Environ un tiers des ménages connectés disposait d'une connexion large bande à l'internet.

Naturellement, la présence d'enfants dans le ménage a un impact important sur la disponibilité et l'utilisation des TIC; 71 % des ménages avec enfants possèdent un ordinateur, contre seulement 48 % des ménages sans enfant. Il en va de même, mais dans une moindre mesure, pour la présence d'une connexion internet.

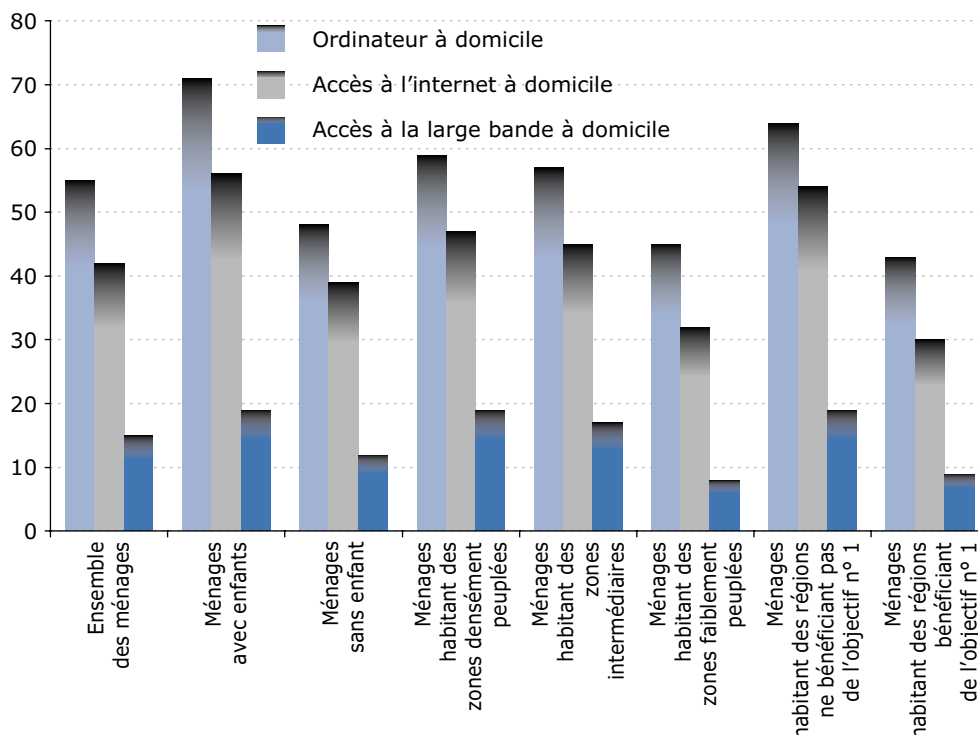
En examinant la dimension régionale, nous pouvons observer que le degré d'urbanisation joue un rôle important en ce qui concerne l'accès aux TIC et leur utilisation. La pénétration des ordinateurs, et plus particulièrement de l'internet, reste plus faible dans les zones rurales peu peuplées, dans l'ensemble de l'UE. De plus, il semble exister non seulement une fracture entre les «ayant» et les «n'ayant pas», mais également une autre fracture au sein des «ayant»: entre les «ayant plus» et les «ayant moins». Dans les zones rurales, seul un ménage connecté sur quatre possède une connexion large bande, tandis que le

rapport est de quatre sur dix dans les autres zones. La disponibilité de la technologie large bande dans les zones éloignées joue probablement un rôle dans cette divergence. Un phénomène similaire est observé lorsqu'on compare les régions économiquement prospères aux régions plus pauvres (régions en retard de développement éligibles pour bénéficier du soutien des Fonds structurels de l'UE au titre de l'objectif n° 1, c'est-à-dire les régions dont le PIB par habitant est inférieur à 75 % de la moyenne de l'UE). La pénétration de l'internet est presque deux fois plus élevée (54 % contre 30 %) dans les régions relativement prospères de l'Union.

Sur la base des données collectées dans douze pays <sup>(1)</sup>, les principales raisons pour lesquelles les personnes n'avaient pas accès à l'internet à domicile en 2004 semblent être que les frais d'accès et/ou d'équipement sont trop élevés et qu'elles n'ont pas les compétences nécessaires pour utiliser l'internet. Des facteurs tels que la sécurité ou la protection de la vie privée tendent à jouer un rôle moins important.

### Accès des ménages aux technologies de l'information et de la communication, UE-25, 2004

En pourcentage du total des ménages comptant au moins un membre âgé entre 16 et 74 ans



Données non disponibles: Belgique, République tchèque, Malte, Pays-Bas, Slovaquie et Suède.

Données non disponibles pour l'accès à la large bande: France et Italie.

Données non disponibles concernant les ménages avec enfants à charge: Danemark, Espagne et France.

Données non disponibles concernant le degré d'urbanisation: Espagne, Irlande, Pologne et Royaume-Uni.

Données non disponibles concernant les régions bénéficiant ou non de l'objectif n° 1: France.

(1) Autriche, Chypre, Danemark, Grèce, Hongrie, Lettonie, Luxembourg, Norvège, Pologne, Portugal, Slovénie et Turquie.

### Fracture numérique parmi les individus

En moyenne, 56 % des citoyens âgés de 16 à 74 ans utilisent un ordinateur, 48 % se connectent à l'internet et 19 % achètent des biens et des services en ligne <sup>(1)</sup>. Cependant, lorsqu'on examine les différents sous-groupes de la société, on peut observer d'importantes fractures.

Alors qu'il ne semble pas y avoir d'écart hommes/femmes significatif, l'âge joue un rôle majeur dans la fracture numérique: 75 % des personnes de moins de 24 ans utilisent l'internet, contre seulement 12 % de celles appartenant au groupe d'âge des 65 à 74 ans. Avec l'âge, l'utilisation d'ordinateurs et l'accès à l'internet diminuent progressivement, mais le déclin apparaît particulièrement abrupt chez les plus de 54 ans. Il peut s'expliquer en partie par le fait que les personnes appartenant à ce groupe d'âge pourraient ne pas avoir les compétences nécessaires pour utiliser les outils informatiques modernes. Par ailleurs, une proportion importante des personnes

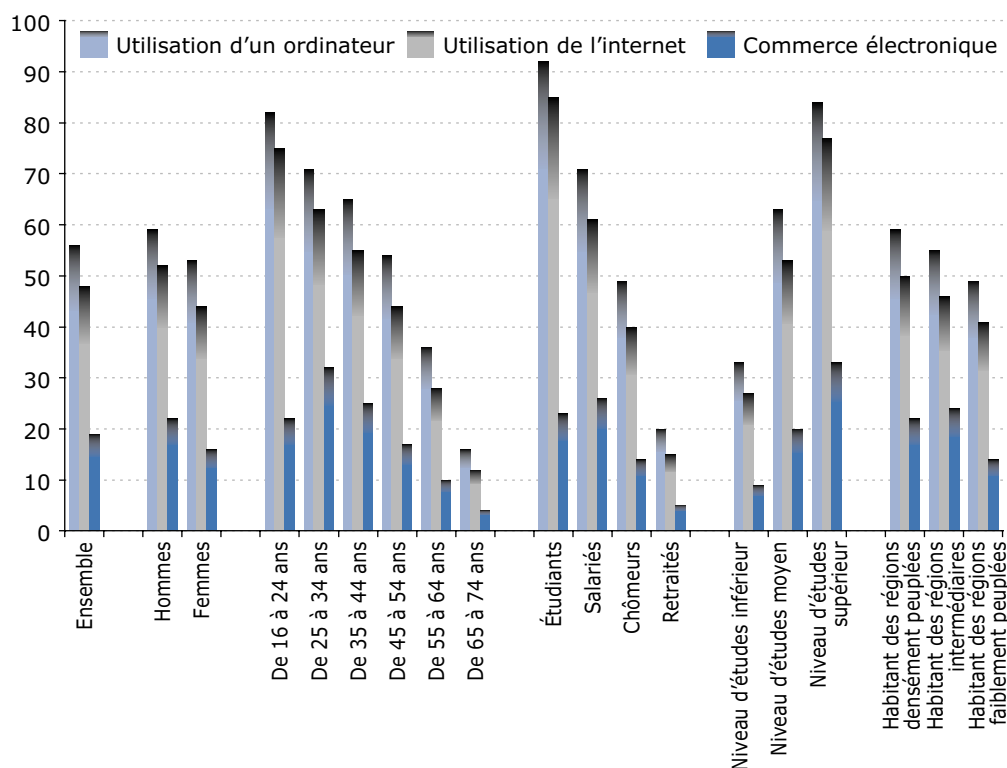
de ce groupe pourrait avoir quitté le marché du travail (et leur accès professionnel aux TIC).

Un élément supplémentaire militant en faveur de cette dernière hypothèse est l'utilisation relativement faible des TIC parmi les retraités. Quand on examine de plus près la ventilation selon la situation en matière d'emploi, on constate que ce sont les étudiants qui utilisent le plus les TIC. Les chiffres pour les chômeurs semblent être légèrement inférieurs à la moyenne.

Parmi les personnes ayant suivi des études supérieures (c'est-à-dire les personnes ayant terminé des études de niveau universitaire), le recours à l'ordinateur et à l'internet est 2,5 à 3 fois plus élevé que parmi les personnes ayant un faible niveau d'études (c'est-à-dire les personnes ayant accompli au mieux des études de niveau secondaire inférieur). Pour ce qui est des achats en ligne, le ratio est de 3,5, probablement du fait que les personnes ayant suivi des études supérieures ont des revenus disponibles plus élevés.

### Utilisation par les particuliers de l'ordinateur, de l'internet et du commerce électronique, UE-25, 2004

En pourcentage du total des particuliers âgés entre 16 et 74 ans



Par «utilisation», il faut entendre l'utilisation au cours des trois mois précédant l'interview (à l'exception du Danemark: dernier mois avant l'interview).

Données non disponibles: Belgique, République tchèque, Espagne, France, Irlande, Malte, Pays-Bas et Slovaquie.

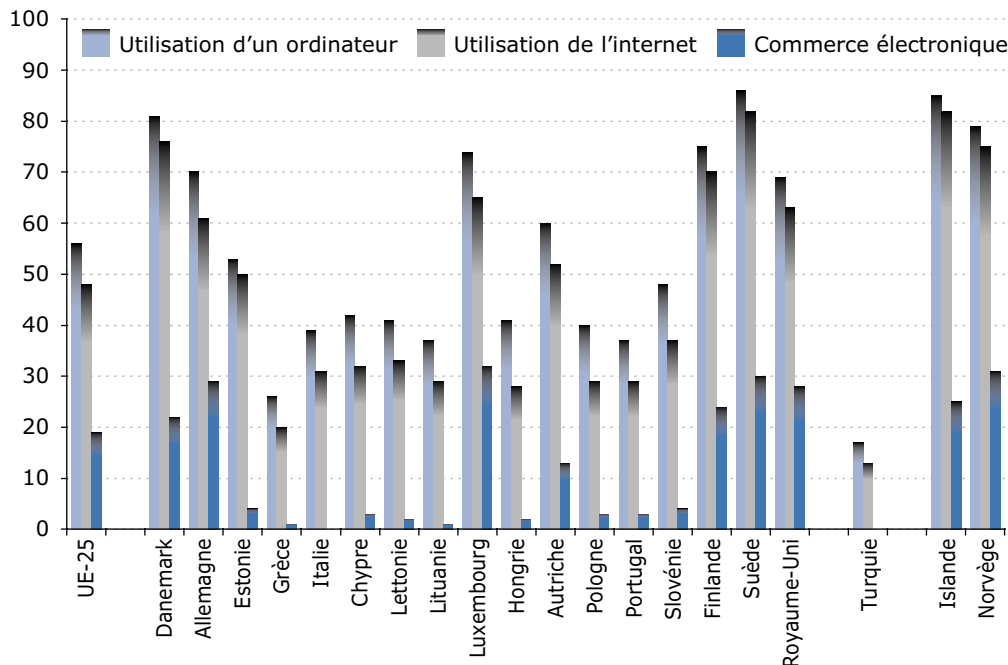
Données non disponibles pour le commerce électronique: Italie.

(1) Le recours à l'Internet pour acheter des biens et des services en ligne est particulièrement important en Allemagne et au Royaume-Uni. Mis à part ces deux États membres, le pourcentage moyen tombe à 8 % pour les pays restants.



**Utilisation par les particuliers de l'ordinateur, de l'internet et du commerce électronique, par pays, en 2004**

En pourcentage du total des particuliers âgés entre 16 et 74 ans



Par «utilisation», il faut entendre l'utilisation au cours des trois mois précédant l'interview (à l'exception du Danemark: dernier mois avant l'interview).

Données non disponibles: Belgique, République tchèque, Espagne, France, Irlande, Malte, Pays-Bas et Slovaquie.

Données non disponibles pour le commerce électronique: Italie.

La participation au commerce électronique tend à être relativement plus faible dans les zones densément peuplées. La proximité d'une profusion de commerces pour les personnes vivant en zone urbaine peut être une explication logique. Un phénomène similaire de faiblesse relative des achats en ligne peut être observé chez les étudiants et chez les jeunes de 16 à 24 ans; pour ces groupes de la population, les contraintes budgétaires jouent probablement un rôle majeur.

Un écart manifeste peut être observé entre les pays nordiques, l'Allemagne, l'Autriche, le Luxembourg et le Royaume-Uni, d'une part, et les pays méditerranéens et les nouveaux États membres, d'autre part. Les nouveaux États membres affichent une participation particulièrement faible au commerce en ligne par rapport à leur utilisation de l'internet.

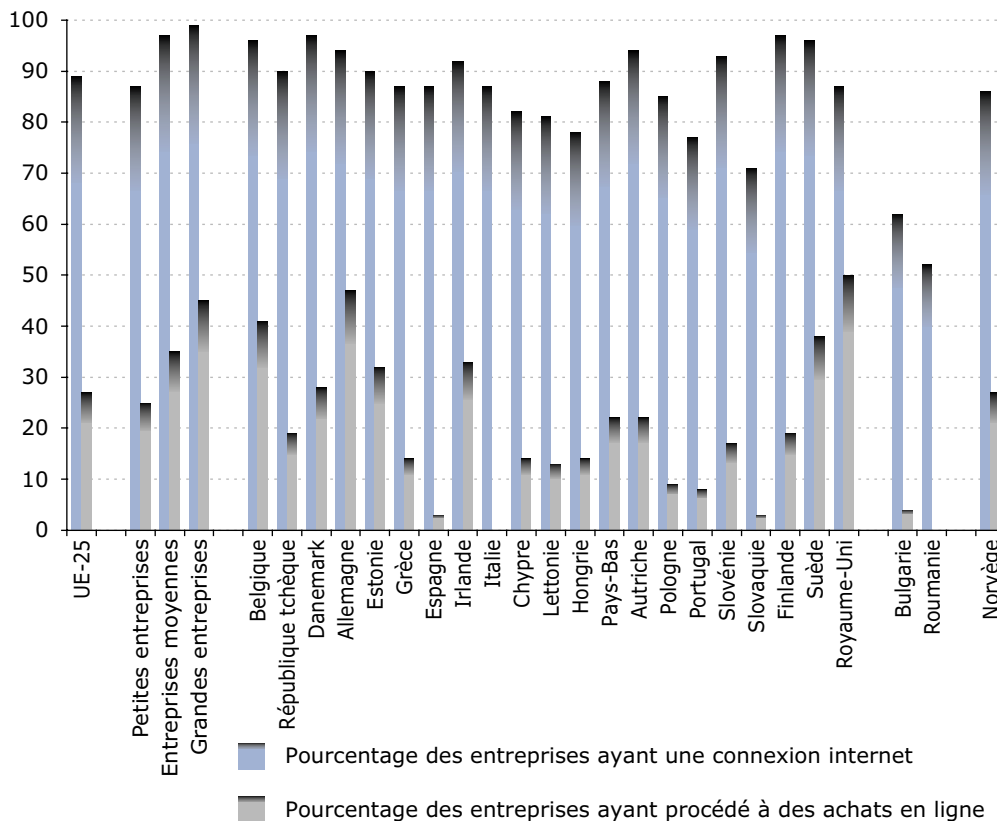
**Fracture numérique parmi les entreprises — Les petites et les grandes**

Bien que la fracture numérique fasse habituellement référence à un écart de participation à la société de l'information entre différents groupes de personnes, l'analyse peut être étendue au monde des entreprises. En moyenne, 89 % des entreprises européennes <sup>(1)</sup> ont une connexion internet. Pratiquement toutes les grandes entreprises (250 salariés ou plus) sont aujourd'hui connectées à l'internet. Parmi les petites entreprises (de 10 à 49 salariés), environ sept entreprises sur huit ont une connexion internet. Au sein du groupe des petites entreprises connectées à l'internet, environ 25 % font des achats en ligne. Parmi les grandes entreprises, ce pourcentage grimpe à 45 %, ce qui pourrait s'expliquer par le fait que les grandes entreprises ont généralement des réseaux plus avancés, permettant l'exploitation de systèmes tels qu'EDI.

<sup>(1)</sup> Entreprises comptant 10 salariés ou plus; les activités économiques suivantes sont généralement couvertes: industrie manufacturière; construction; commerce; hôtellerie, campings et autres offres d'hébergement de courte durée; transports et communications; immobilier, location et services aux entreprises; cinéma et vidéo, radio et télévision.

### Connexion internet (2004) et achats en ligne (2003) des entreprises, par taille d'entreprises et par pays

En pourcentage du total des entreprises



Y compris les achats à la fois via l'internet et d'autres réseaux. Aucune donnée disponible pour l'Italie et la Roumanie.  
Données non disponibles: France, Luxembourg et Malte.  
Données non disponibles pour le commerce électronique: Italie et Roumanie.

La comparaison des différents pays européens ne révèle pas d'écarts importants. En général, la pénétration de l'internet tend à être plus faible dans les nouveaux États membres et dans les pays méditerranéens. Pour ce dernier groupe, la structure de l'économie — caractérisée par un grand nombre de petites entreprises — affecte certainement le recours à l'internet par les entreprises.

Les achats en ligne par les entreprises sont manifestement importants en Allemagne et au Royaume-Uni, où plus de la moitié des entreprises ayant une connexion internet tendent à acheter des biens et des services en ligne. Comme nous l'avons vu plus haut, ces deux pays occupent également la tête du peloton en ce qui concerne les achats des citoyens via l'internet.

#### Réduire la fracture

Une origine fréquemment citée de la fracture numérique est le seuil d'accès aux TIC (disponibilité et coûts). Une approche permettant de sur-

monter cet obstacle est, par exemple, d'utiliser l'internet à des endroits autres que le domicile, notamment au travail, à l'école ou dans les lieux publics.

Le graphique ci-après montre que près d'un internaute sur quatre (23 %) n'utilise l'internet qu'en dehors de son domicile (probablement parce que les personnes concernées n'ont pas de connexion chez elles). Pour certains segments de la société, qui sont généralement considérés comme relativement plus «dépourvus» des services de la société de l'information, on observe que d'autres endroits offrent la possibilité de se connecter en ligne. C'est manifestement le cas pour les personnes vivant dans les régions économiquement plus pauvres relevant de l'objectif n° 1 et pour les personnes ayant un faible niveau d'études. Même pour les chômeurs, l'accès hors du domicile apparaît assez important, bien que, *de facto*, ce groupe n'ait pas accès à l'internet sur le lieu de travail (l'alternative la plus courante).



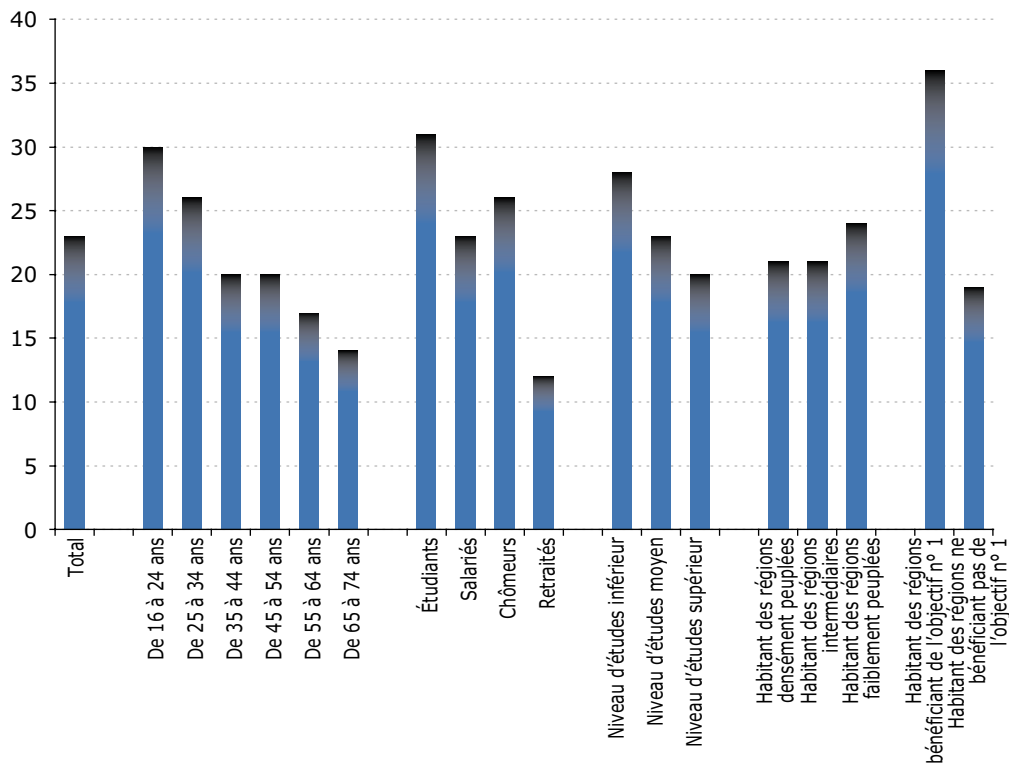
1

Les groupes de personnes âgées — a fortiori les retraités — ne sont pas enclins à utiliser l'internet en dehors de leur logement, mais trois personnes

sur dix dans le groupe d'âge des plus jeunes ont accès à l'internet ailleurs que chez eux.

### Accès des particuliers à l'internet en dehors de leur domicile, UE-25, 2004

En pourcentage du total des utilisateurs de l'internet



Données non disponibles: Belgique, République tchèque, Espagne, France, Irlande, Malte, Pays-Bas et Slovaquie.  
Données non disponibles pour le degré d'urbanisation: Pologne et Royaume-Uni.

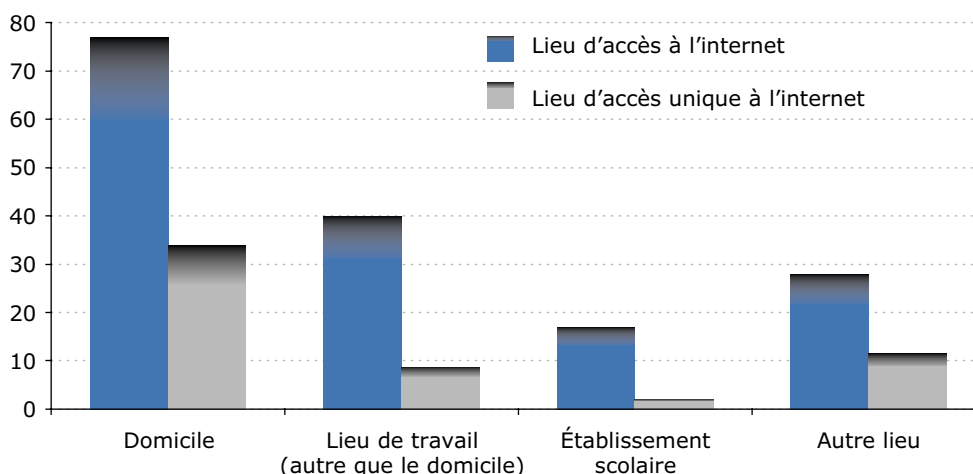
En examinant de plus près l'accès des citoyens de l'UE à l'internet, nous observons que l'accès à domicile est la situation dominante (77 % des utilisateurs de l'internet), suivi par l'accès sur le lieu de travail (40 %). Compte tenu qu'une faible proportion seulement de la population est encore

scolarisée, l'accès sur le lieu d'éducation semble être relativement important (17 %). Parmi les autres lieux d'accès à l'internet, l'utilisation des connexions de voisins, d'amis ou de parents semble être la plus populaire (22 %).

1

### Accès des particuliers à l'internet, par lieu d'accès et lieu d'accès unique, UE-25, 2004

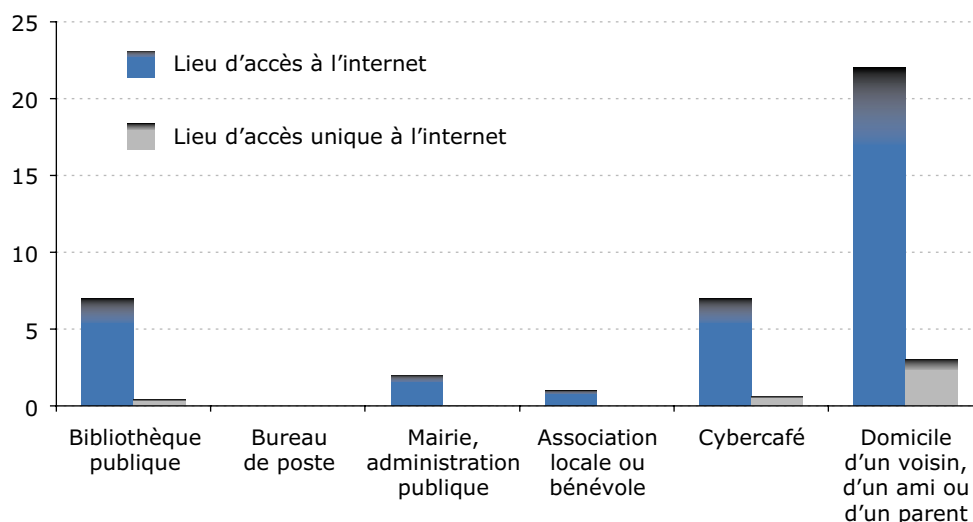
En pourcentage du total des utilisateurs de l'internet



Données non disponibles: Belgique, République tchèque, Espagne, France, Irlande, Malte, Pays-Bas et Slovaquie.  
Ventilation des «autres lieux» non disponible pour l'Italie, la Slovénie et la Suède.

### Accès des particuliers à l'internet, par lieu d'accès et lieu d'accès unique, UE-25, 2004

En pourcentage du total des utilisateurs de l'internet



Données non disponibles pour les bibliothèques publiques: Allemagne.  
Données non disponibles pour les bureaux de poste: Allemagne, Estonie, Grèce, Luxembourg et Hongrie.  
Données non disponibles pour les mairies et administrations publiques: Allemagne, Estonie, Grèce, Hongrie et Luxembourg.  
Données non disponibles pour les associations locales ou bénévoles: Allemagne, Estonie et Luxembourg.



En termes de fracture numérique, il est plus pertinent d'observer dans quelle mesure certains endroits sont le seul moyen d'accéder à l'internet, car cela peut constituer un indicateur révélant combien ces endroits peuvent contribuer à intégrer davantage de citoyens dans la société de l'information, c'est-à-dire à réduire la fracture numérique. Seules quelques alternatives semblent apporter une contribution significative — lieu de travail (9 %), lieu d'éducation (2 %) et domiciles de voisins, amis ou parents (3 %) —, ce qui signifie que les 23 % susmentionnés de personnes qui n'ont pas accès à l'internet à domicile utilisent généralement plus d'un accès alternatif à l'internet.

Le graphique montre que, dans l'UE, environ 7 % des internautes fréquentent les cybercafés, mais que les personnes utilisant cette possibilité sont peu nombreuses. En Turquie (non représentée sur le graphique), en revanche, plus de 40 % des internautes fréquentent les cybercafés et, pour près des deux tiers, c'est le seul endroit à partir duquel ils accèdent à l'internet.

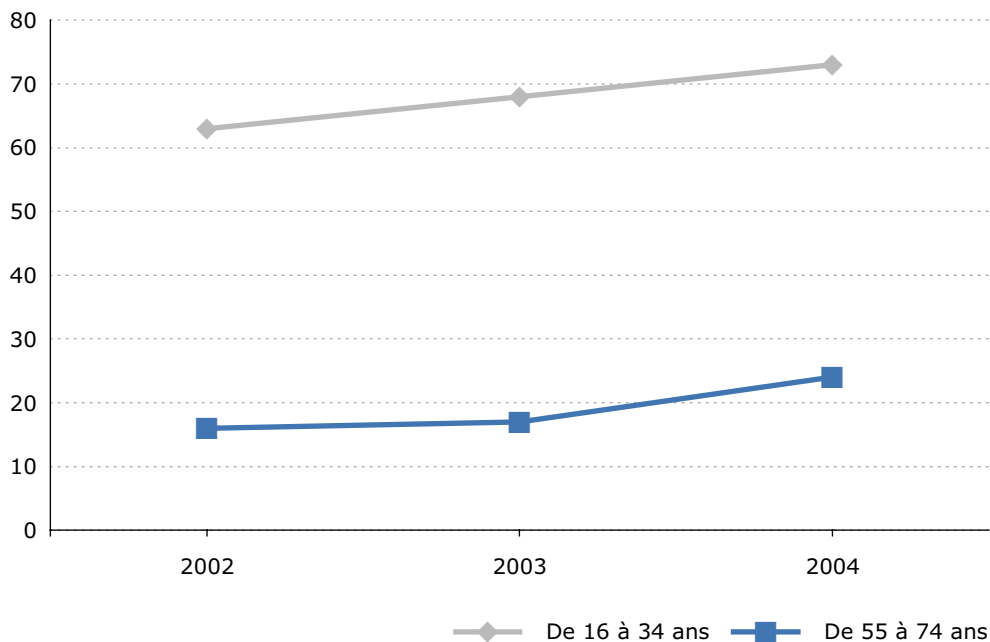
Les graphiques figurant ci-après montrent le degré de convergence des différentes sous-populations, c'est-à-dire l'évolution de l'écart dans le temps, en comparant les sous-groupes «supérieur» et «inférieur» pour certaines caractéristiques sélectionnées.

Pour les ménages et les personnes, les résultats montrent que, si l'internet est de plus en plus utilisé dans tous les groupes sociétaux considérés (jeunes/âgés, faible/haut niveau d'études, régions pauvres/plus prospères), la différence ou l'écart entre les groupes, en points de pourcentage, tend à se maintenir dans le temps. Toutefois, la fracture relative se réduit légèrement; par exemple, alors qu'en 2002 il y avait quatre fois plus d'internautes dans le groupe d'âge des 16 à 34 ans (63 %) que dans celui des 55 à 74 ans (16 %), ce rapport est tombé à trois fois plus en 2004 (73 et 24 %, respectivement).

Concernant les entreprises, nous constatons que la fracture entre les petites et les grandes se réduit, en partie parce que ces dernières ont atteint le point de saturation.

1

**Pourcentage des particuliers utilisant l'internet, par groupe d'âge**  
Jeunes/âgés

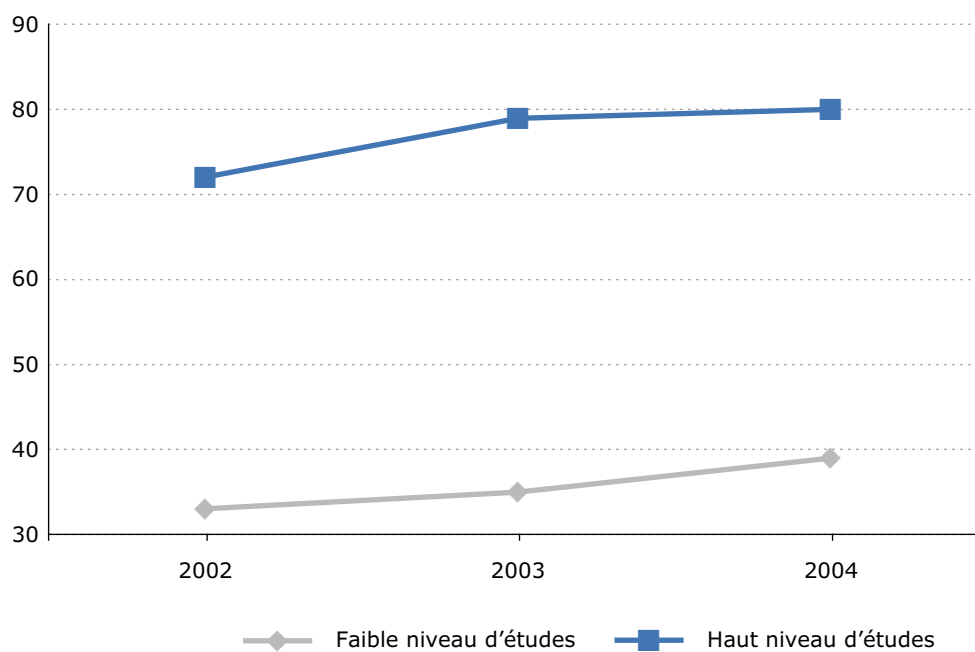


Les données sont basées sur un sous-ensemble de pays pour lesquels les données sont disponibles pour les trois années considérées, soit le Danemark, l'Allemagne, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg, l'Autriche, le Portugal, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni.



**Pourcentage des particuliers utilisant l'internet, par niveau d'études**

Faible/haut



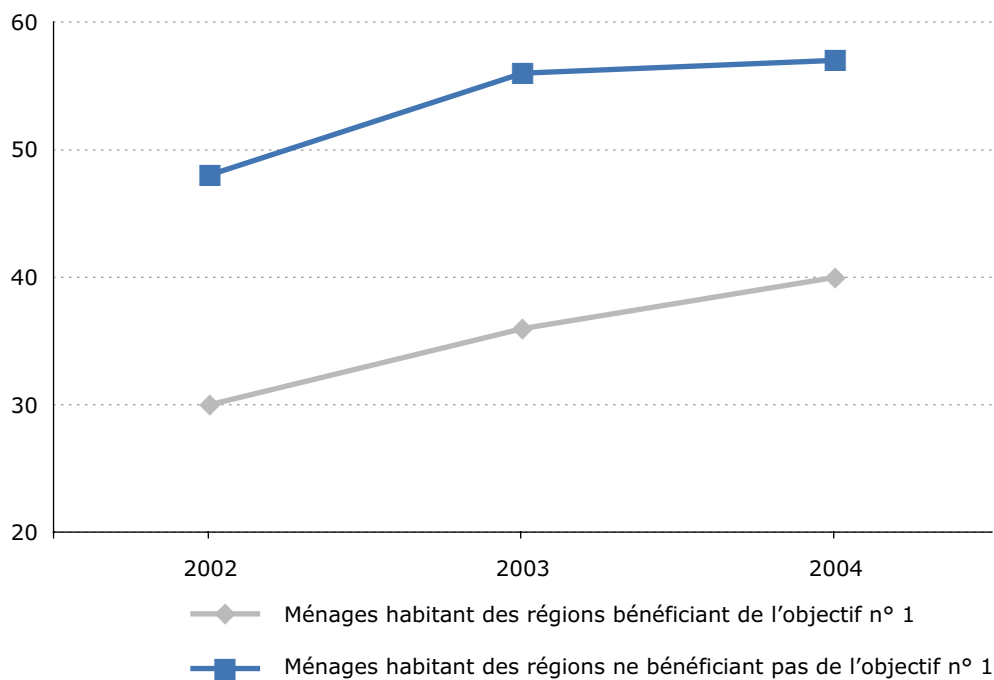
Les données sont basées sur un sous-ensemble de pays pour lesquels les données sont disponibles pour les trois années considérées, soit l'Allemagne, la Grèce, le Luxembourg, l'Autriche, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni.





### Pourcentage des ménages ayant accès à l'internet, par région

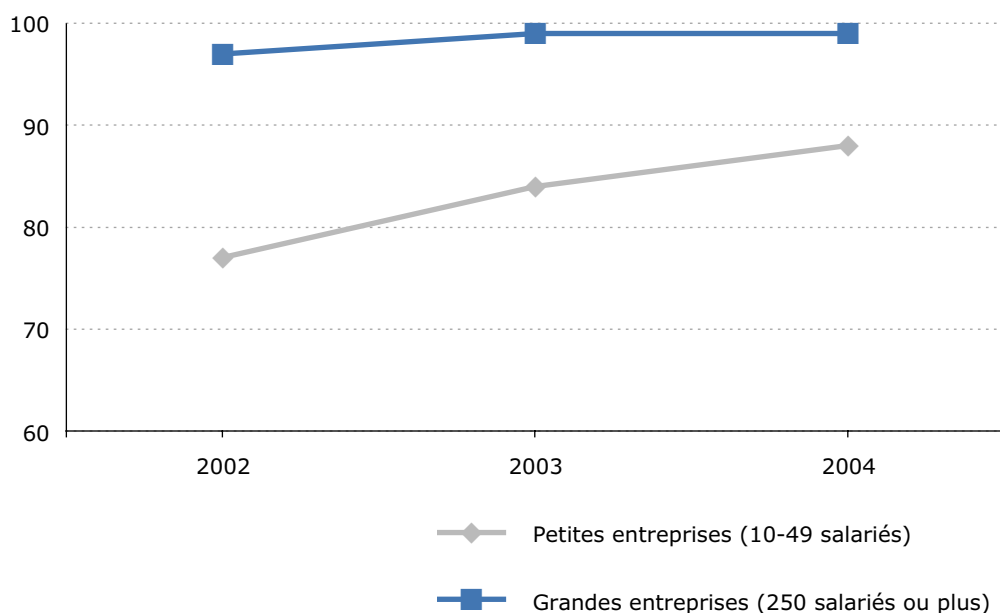
Objectif n° 1/autres



Les données sont basées sur un sous-ensemble de pays pour lesquels les données sont disponibles pour les trois années considérées, soit le Danemark, l'Allemagne, la Grèce, le Luxembourg et la Finlande.

### Pourcentage des entreprises ayant accès à l'internet, par taille

Petites/grandes



Les données sont basées sur un sous-ensemble de pays pour lesquels les données sont disponibles pour les trois années considérées, soit le Danemark, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal, la Finlande, la Suède, le Royaume-Uni et la Norvège.

### Accès large bande

Partout dans le monde, les pouvoirs publics réalisent que l'accès large bande à l'internet sera essentiel au développement économique de leur pays. La disponibilité à grande échelle de la communication large bande devrait avoir un impact significatif sur leur économie, et plusieurs États membres de l'UE ont commencé à examiner la situation de l'accès large bande sur leur territoire. Un accès large bande bon marché et à grande échelle est considéré par les décideurs politiques comme essentiel à la réalisation du potentiel de la société de l'information, notamment pour réduire les écarts décrits dans la section précédente, consacrée à la fracture numérique. Les technologies large bande offrent aux utilisateurs la possibilité de transférer rapidement d'importants volumes de données et de maintenir la ligne d'accès ouverte. L'accès large bande est présenté ici sous trois aspects:

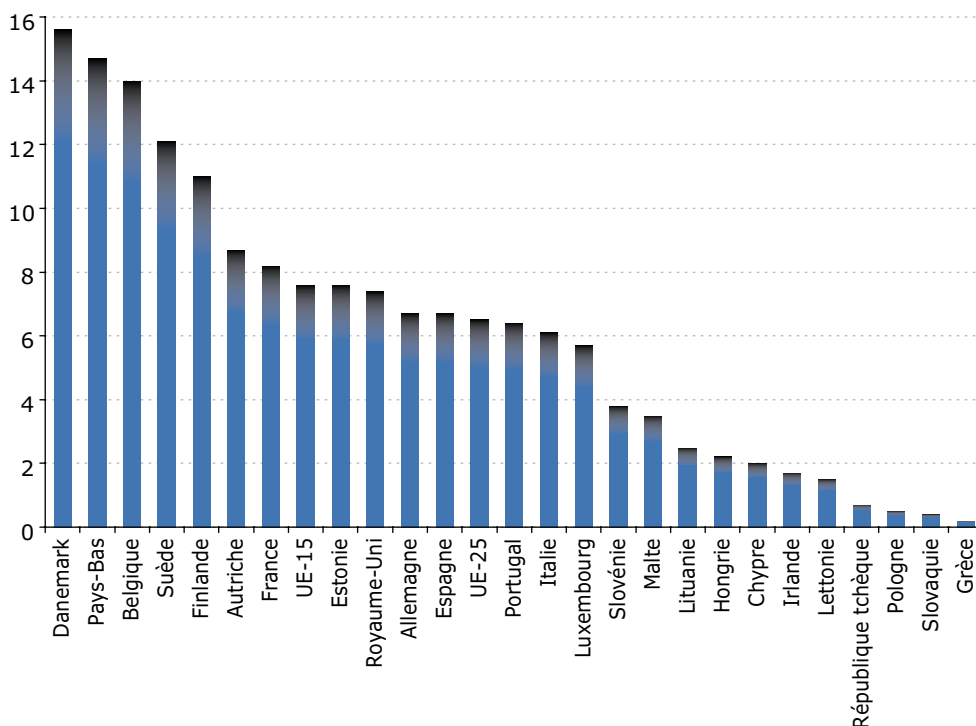
- le nombre total de lignes d'accès large bande par rapport à la population;
- la part des entreprises disposant d'un accès large bande, avec une ventilation plus détaillée selon la taille des entreprises et la classe d'activité;
- la part des ménages disposant d'un accès large bande, avec ou sans enfants à charge.

### Accès large bande — Taux de pénétration total

Le graphique suivant présente le taux de pénétration de l'accès large bande par rapport à la population en juillet 2004. Les pays nordiques, la Belgique et les Pays-Bas ont les taux de pénétration les plus élevés. Dans tous les pays, le taux a plus que doublé de 2002 à 2004.

Taux de pénétration de la large bande, juillet 2004

En %





### L'accès large bande dans les entreprises

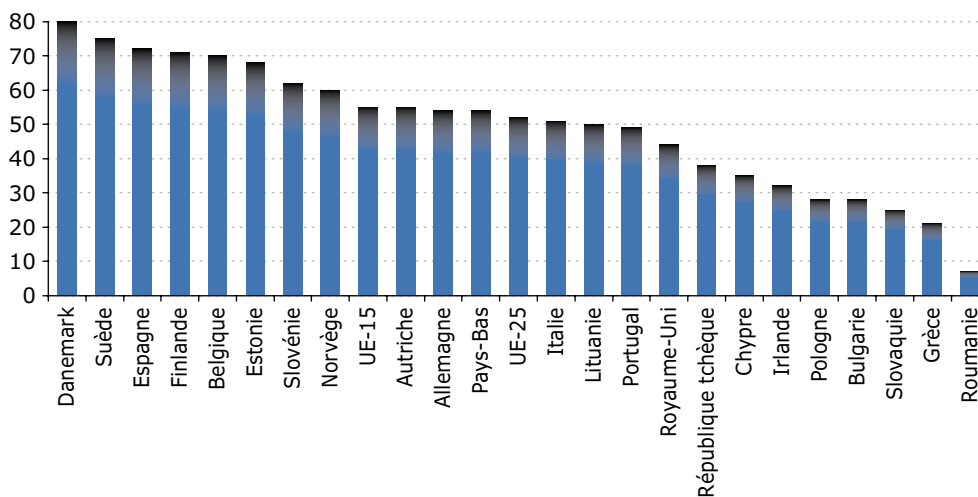
Les graphiques suivants présentent la part des entreprises ayant un accès large bande en janvier 2004. Sans surprise, les grandes entreprises ont des taux plus élevés que les petites. Les pays

scandinaves ont des taux de pénétration élevés, de même que l'Espagne et la Belgique. L'Estonie et la Slovaquie, nouveaux États membres, sont bien avancés également en ce qui concerne l'accès large bande dans les entreprises.

1

**Accès des entreprises à la large bande, 2004 <sup>(1)</sup>**

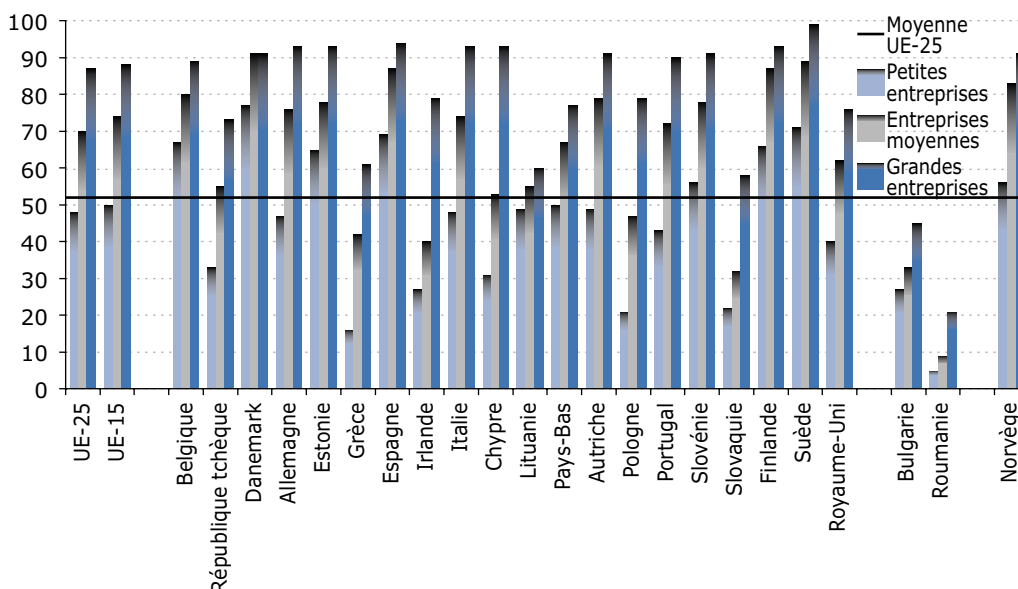
En %



<sup>(1)</sup> Entreprises occupant 10 salariés ou plus; les activités économiques suivantes sont généralement couvertes: industrie manufacturière, construction, commerce, hôtels, campings et autres hébergements de courte durée, transports et communications, immobilier, location et services aux entreprises, activités cinématographiques et vidéos, activités de radio et de télévision. Les moyennes pour l'UE ont été calculées en excluant la France, la Lettonie, le Luxembourg, la Hongrie et Malte.

**Accès des entreprises à la large bande, par taille d'entreprises, 2004 <sup>(1)</sup>**

En %



<sup>(1)</sup> Petites: 10-49 salariés; moyennes: 50-249 salariés; grandes: 250 salariés ou plus. Les activités économiques suivantes sont généralement couvertes: industrie manufacturière, construction, commerce, hôtels, campings et autres hébergements de courte durée, transports et communications, immobilier, location et services aux entreprises, activités cinématographiques et vidéos, activités de radio et de télévision. Les moyennes pour l'UE ont été calculées en excluant la France, la Lettonie, le Luxembourg, la Hongrie et Malte.

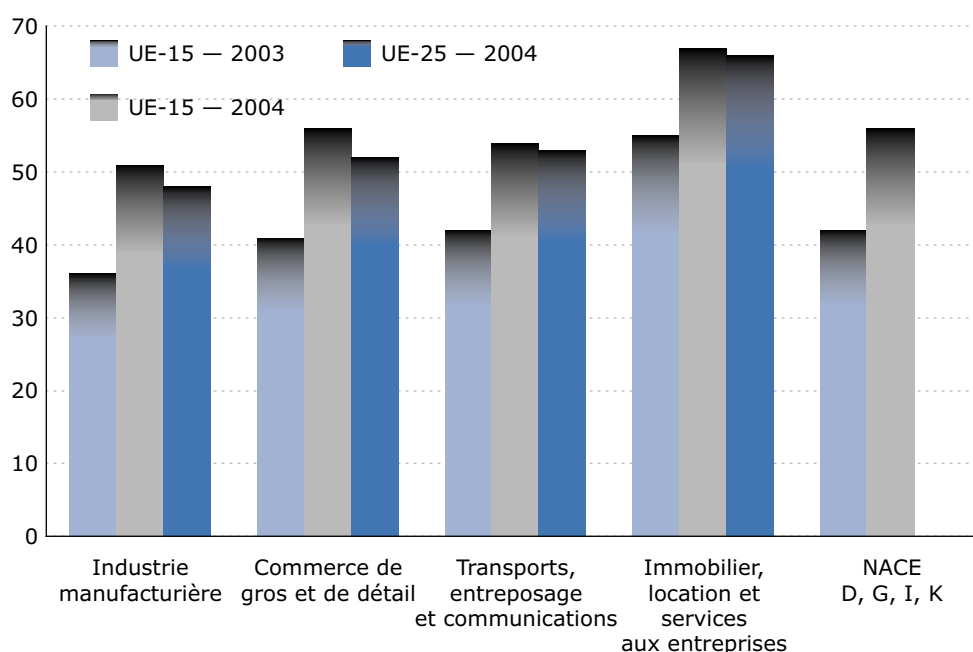
### L'accès large bande dans l'industrie et les services

Les entreprises de services (ici, celles des sections G, I et K de la NACE) ont généralement davantage de connexions large bande que les entreprises manufacturières (section D de la NACE). Une croissance rapide de 2003 à 2004 peut être clairement observée dans toutes les classes. La différence entre le commerce (section G de la NACE) et la logistique (section I de la NACE) est faible, mais l'immobilier, la location et les services aux entreprises ont un taux de péné-

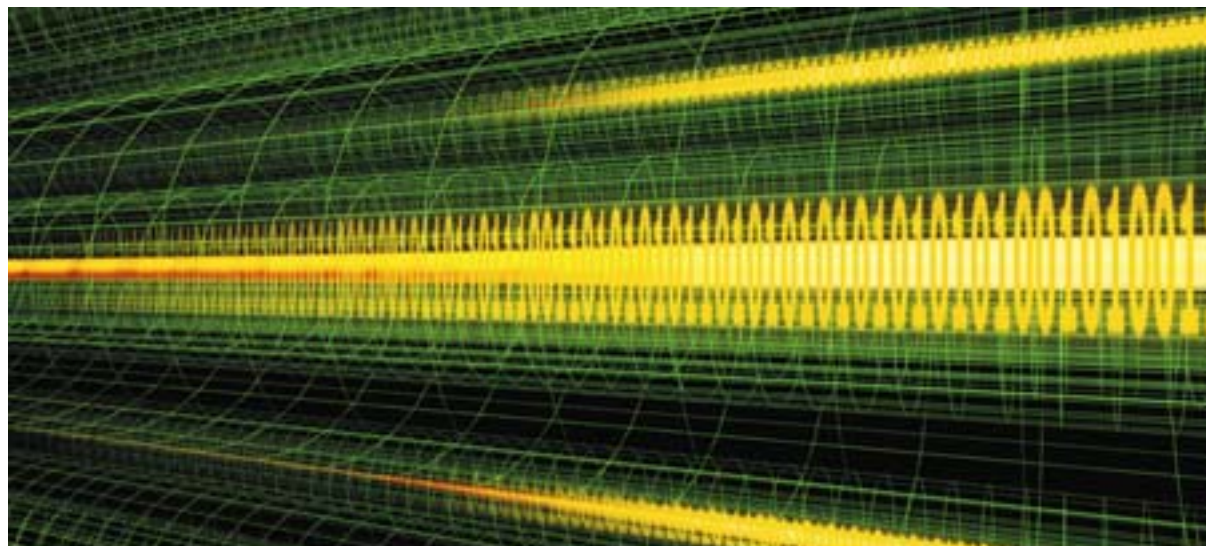
tration nettement plus élevé. Pour souligner la variance au sein des sections agrégées, le commerce de gros et le commerce de détail sont séparés dans le premier graphique de la page suivante, montrant que les entreprises de commerce de gros ont besoin de plus de capacité pour leurs communications que celles de commerce de détail — autre exemple, le secteur des services professionnels où les entreprises informatiques et connexes ont une propension nettement supérieure à la moyenne à se connecter par le biais d'un accès large bande.

**Accès à la large bande, par sections choisies de la NACE, 2003 et 2004 <sup>(1)</sup>**

En %



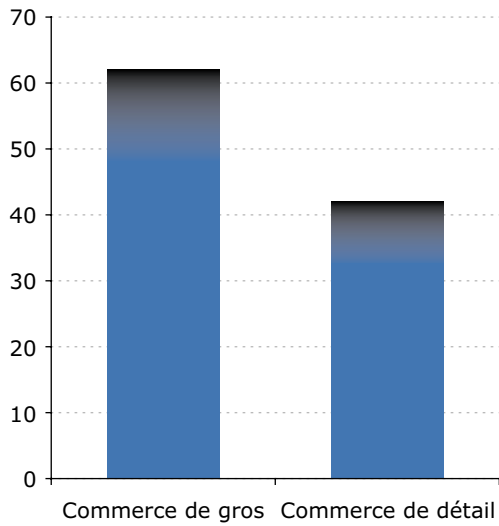
(<sup>1</sup>) Les moyennes pour l'UE ont été calculées en excluant la France, la Lettonie, le Luxembourg, la Hongrie et Malte.





**NACE G, UE-25, 2004 <sup>(1)</sup>**

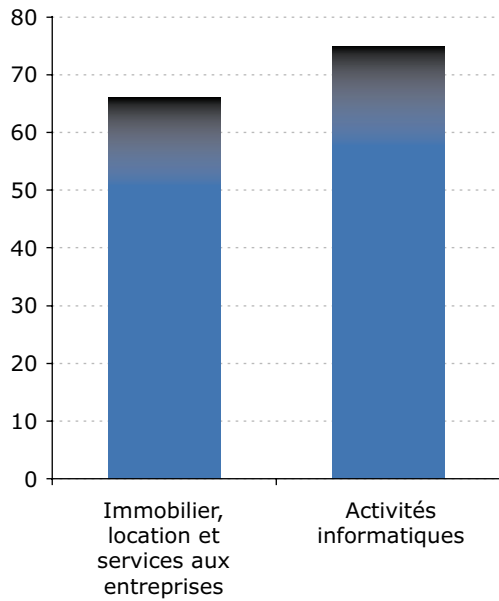
En %



<sup>(1)</sup> Les moyennes pour l'UE ont été calculées en excluant la France, la Lettonie, le Luxembourg, la Hongrie et Malte.

**NACE K, UE-25, 2004 <sup>(1)</sup>**

En %



<sup>(1)</sup> Les moyennes pour l'UE ont été calculées en excluant la France, la Lettonie, le Luxembourg, la Hongrie et Malte.

1



### L'accès large bande dans les ménages

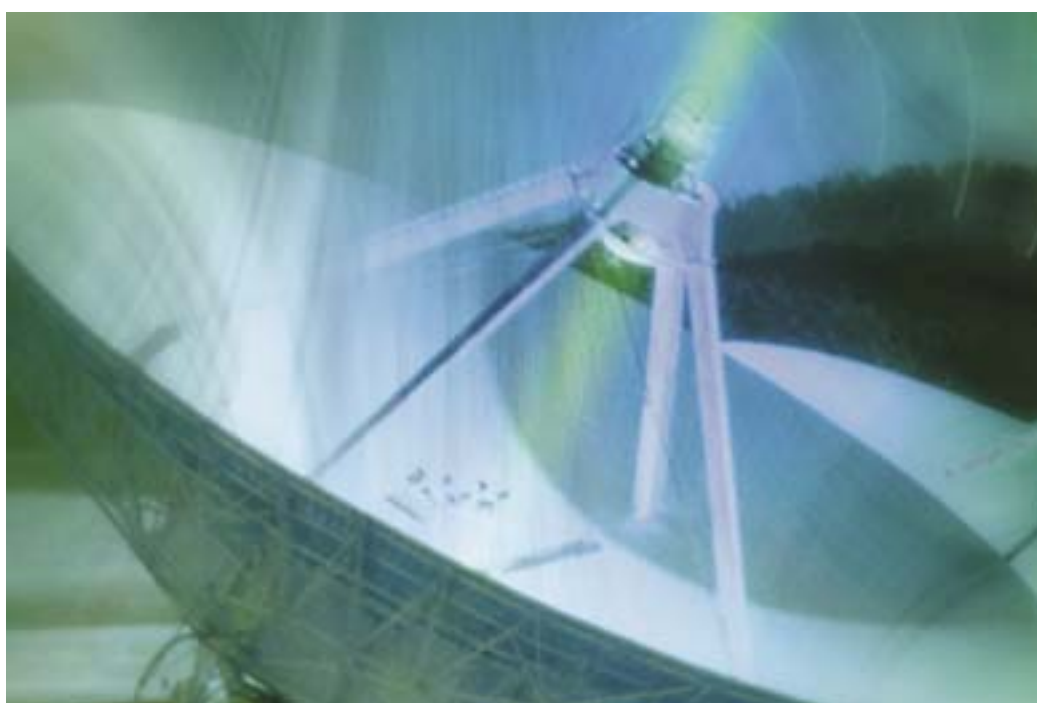
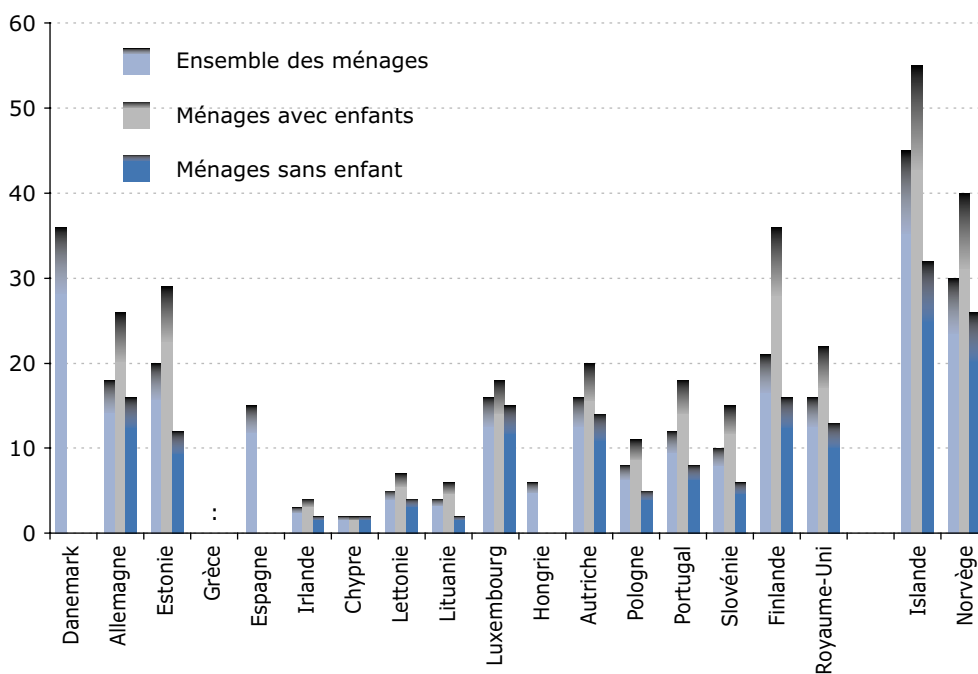
L'histogramme montre la part des ménages ayant un accès large bande en janvier 2004 dans tous les pays pour lesquels des chiffres sont disponibles. À nouveau, les pays nordiques ont les

taux de pénétration les plus élevés. Les ménages avec enfants à charge ont un taux de pénétration supérieur à celui des ménages sans enfant, dans tous les pays pour lesquels des données sont disponibles. La couverture n'est pas suffisante pour calculer des agrégats UE.

1

#### Accès des ménages à la large bande

En %





### Commerce électronique

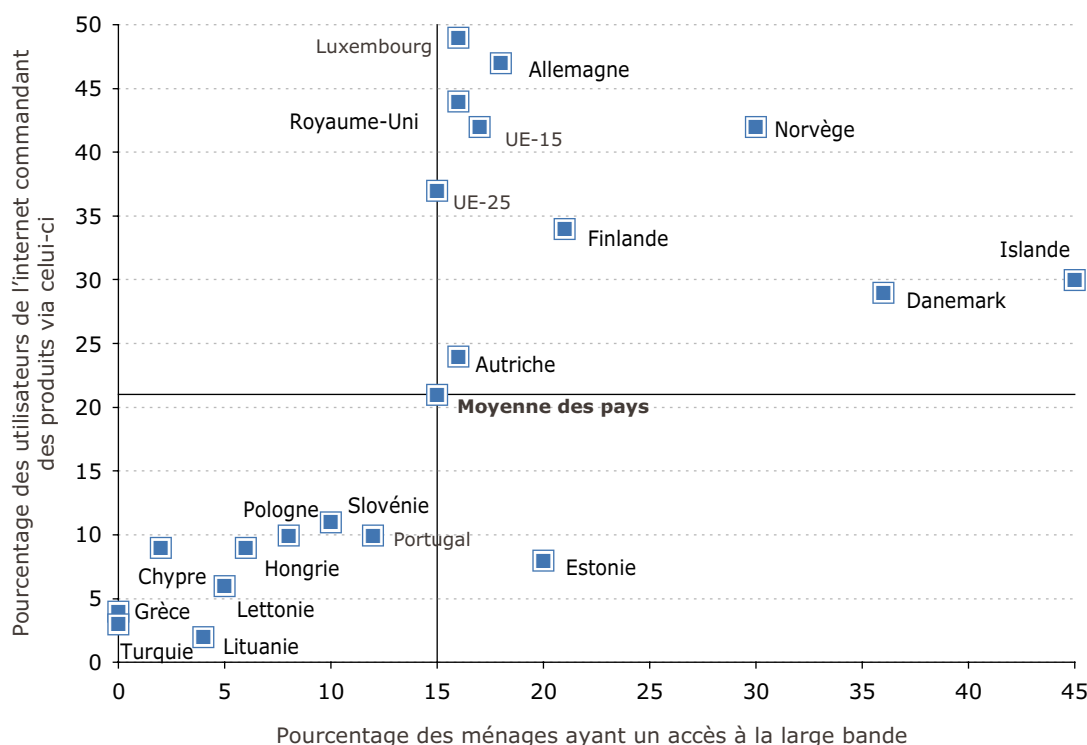
L'un des principaux arguments avancés pour la nécessité de développer l'accès large bande en Europe est son importance pour le développement du commerce électronique. Les statistiques

révèlent effectivement une relation positive entre le taux de pénétration de l'accès large bande dans les ménages d'un pays et l'utilisation de l'internet pour commander des produits par la population de ce pays.

1

#### Pénétration de la large bande et commerce électronique, 2004

Pourcentage du total des ménages comptant au moins un membre âgé entre 16 et 74 ans disposant d'un accès à large bande à l'internet/pourcentage des particuliers qui ont utilisé l'internet pour faire des achats au cours des trois derniers mois



Contient les achats sur Internet et par d'autres réseaux. Aucune donnée disponible pour l'Italie et la Roumanie. Données non disponibles pour la Belgique, la République tchèque, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, Malte, les Pays-Bas, la Slovaquie, la Suède. Données non disponibles pour le commerce électronique pour l'Italie et la Roumanie.

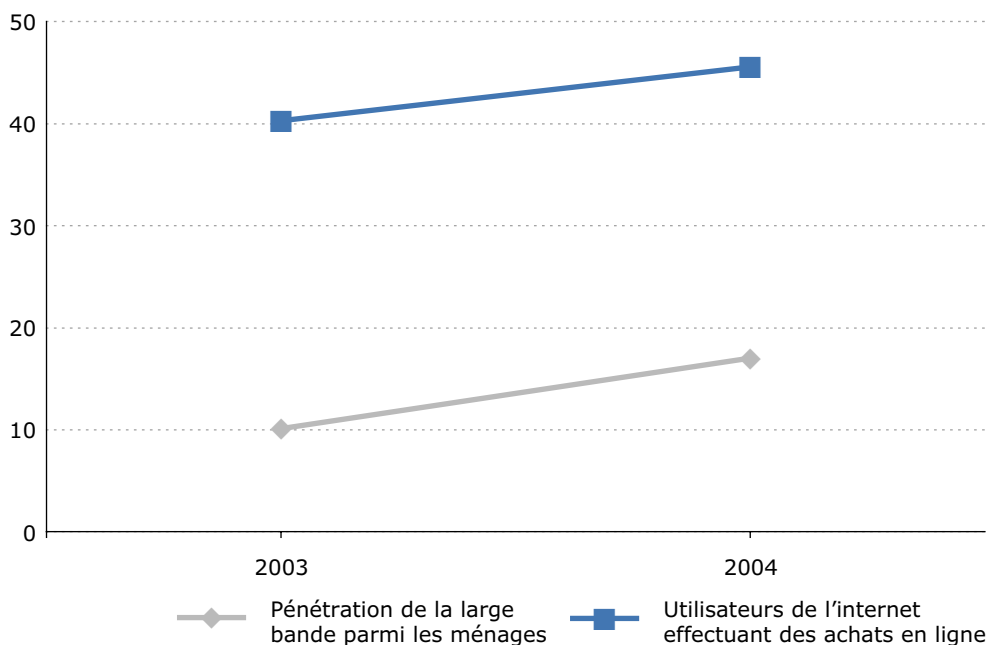
Les pays ayant un taux élevé de pénétration de l'accès large bande comme le Danemark, la Finlande, l'Allemagne, le Luxembourg et le Royaume-Uni ont également des pourcentages élevés d'internautes qui commandent en ligne. Tandis que d'autres pays, comme le Portugal, la Slovaquie, la Pologne, la Hongrie et la Lettonie, affichent simultanément de faibles niveaux de pénétration de l'accès large bande et du commerce électronique.

En fait, presque tous les pays se situent soit au-dessus soit en dessous de la moyenne des pays (marquée par les lignes épaisses sur le graphique précédent) simultanément pour la pénétration de l'accès large bande et le commerce électronique. La seule exception est l'Estonie qui, tout en affichant une pénétration de l'accès large bande au-dessus de la moyenne des pays, a un pourcentage d'internautes commandant en ligne en dessous de la moyenne des pays.



### Pénétration de la large bande parmi les ménages et commerce électronique

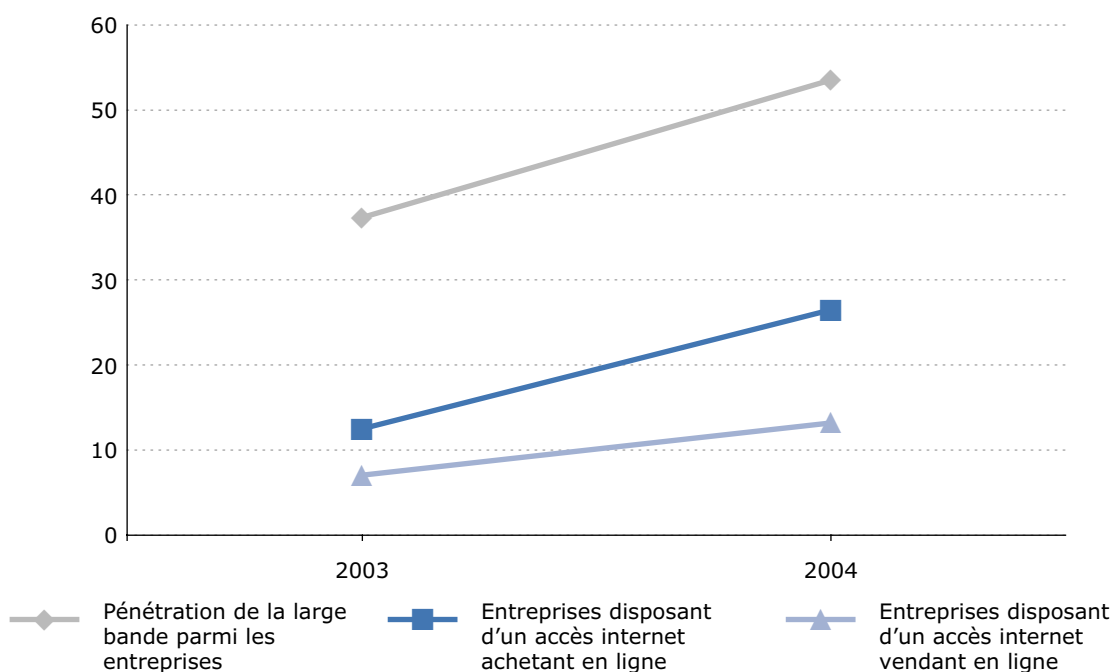
Pourcentage des ménages disposant d'un accès large bande à l'internet et pourcentage d'utilisateurs de l'internet effectuant des achats en ligne <sup>(1)</sup>



<sup>(1)</sup> Les données sont basées sur un sous-ensemble de pays pour lesquels les données sont disponibles pour les deux années considérées, soit le Danemark, l'Allemagne, la Grèce, la Lituanie, le Luxembourg, l'Autriche, le Portugal, la Finlande, le Royaume-Uni et la Norvège.

### Pénétration de la large bande parmi les entreprises et commerce électronique

Pourcentage des entreprises disposant d'un accès large bande à l'internet et pourcentage des entreprises achetant et vendant en ligne <sup>(1)</sup>



<sup>(1)</sup> Les données sont basées sur un sous-ensemble de pays pour lesquels les données sont disponibles pour les deux années considérées, soit la Belgique, la République tchèque, le Danemark, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal et le Royaume-Uni.



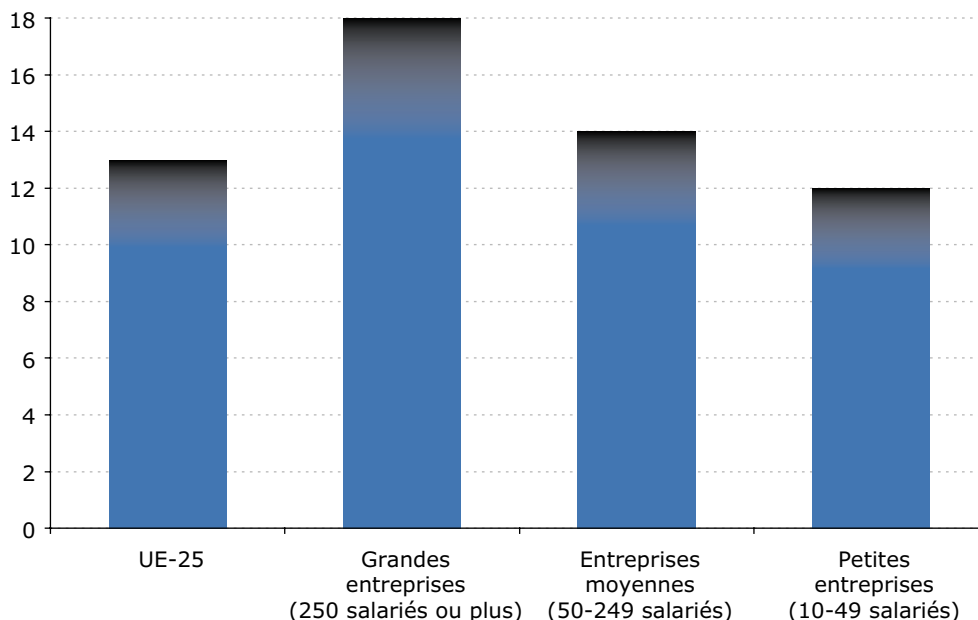
Entre 2003 et 2004, dans l'ensemble de l'UE, l'accroissement du taux de pénétration de l'accès large bande dans les ménages comme dans les entreprises s'est accompagné d'accroissements similaires des achats et des ventes en ligne. Toutefois, pour les entreprises, si l'accroissement du pourcentage d'entreprises passant commande en ligne pour leurs achats correspond à celui de l'adoption de l'accès large bande, le pourcentage d'entreprises recevant des commandes en ligne a augmenté à un rythme plus lent.

Globalement, en 2004, 13 % des entreprises de l'UE ont utilisé l'internet pour faire des affaires et recevoir des commandes de clients. Le recours à ce moyen était plus fréquent pour les grandes entreprises. La vente en ligne était pratiquée par 18 % des entreprises occupant 250 personnes ou plus, contre 14 % des entreprises occupant de 50 à 249 personnes. Avec 12 %, le pourcentage des petites entreprises recevant des commandes via l'internet n'est toutefois pas beaucoup plus faible.

1

### Ventes en ligne via l'internet, par taille d'entreprises, UE-25, 2004

Pourcentage d'entreprises disposant d'un accès internet qui reçoivent des commandes via celui-ci, par taille d'effectifs <sup>(1)</sup>



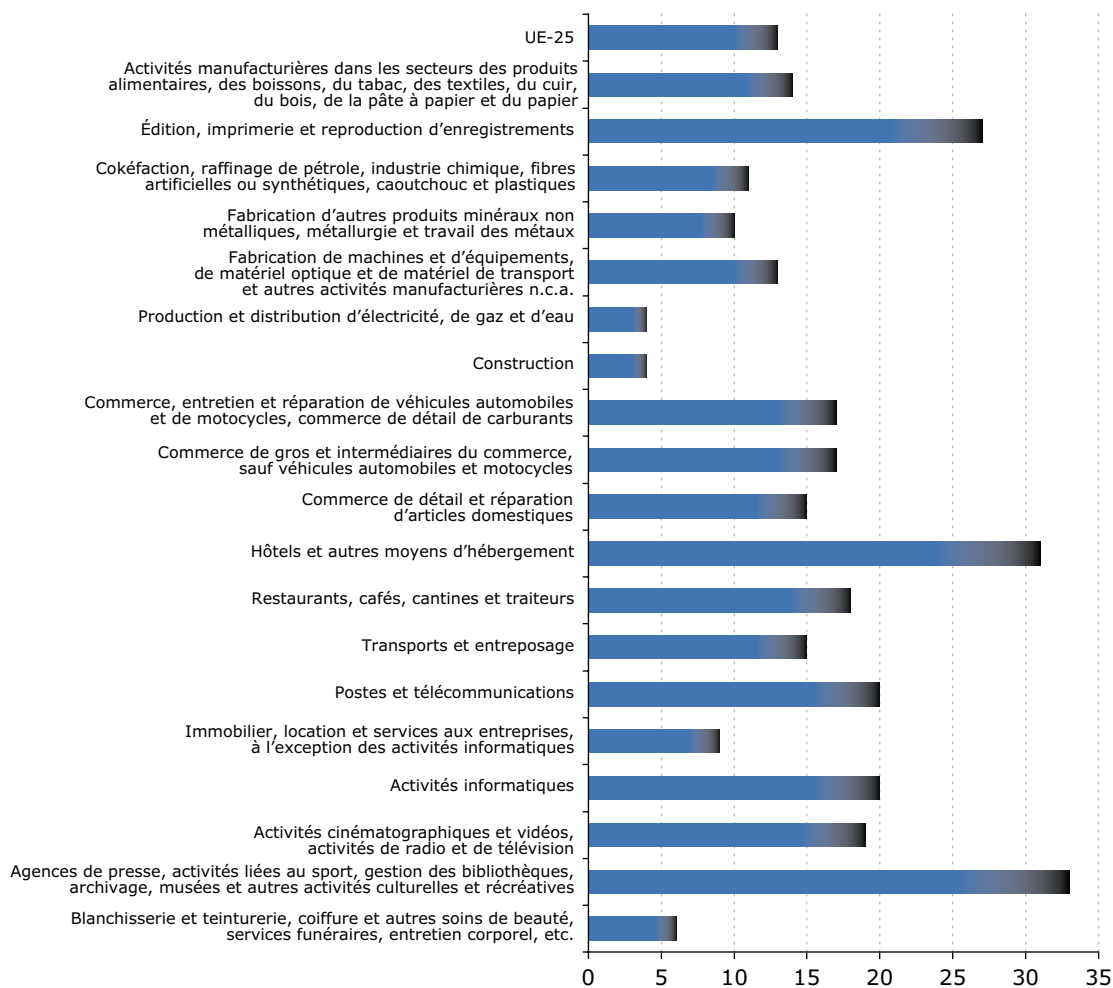
<sup>(1)</sup> Les données sont basées sur un sous-ensemble de pays pour lesquels les données sont disponibles; données non disponibles pour la France, la Lettonie, le Luxembourg et Malte.

La situation diffère également en fonction de l'activité économique principale de l'entreprise. Les secteurs pour lesquels la vente en ligne via l'internet représentait le volume le plus important étaient: le secteur «autres services personnels» (section O de la NACE, groupes 92.3 à 92.7) pour lequel le pourcentage des entreprises recevant des commandes via l'internet était de 33 %, le secteur «hôtels, camps et autres moyens

d'hébergement de courte durée» (section H de la NACE, groupes 55.1 et 55.2) avec 31 % et le secteur «édition, imprimerie et reproduction d'enregistrements» (division 22 de la NACE) avec 27 %. En revanche, la réception de commandes via l'internet était plus rare pour les entreprises des secteurs «construction» et «eau, gaz et électricité», avec seulement 4 % dans les deux cas.

**Ventes en ligne via l'internet, par activité économique, UE-25, 2004**

Pourcentage des entreprises disposant d'un accès internet qui reçoivent des commandes via celui-ci, par catégorie de la NACE (¹)



(¹) Les données sont basées sur un sous-ensemble de pays pour lesquels les données sont disponibles pour chaque catégorie de la NACE.

La situation diffère également beaucoup d'un pays à l'autre. Les pays dont les entreprises reçoivent le plus de commandes via l'internet sont l'Irlande (31 %), le Danemark (27 %) et la

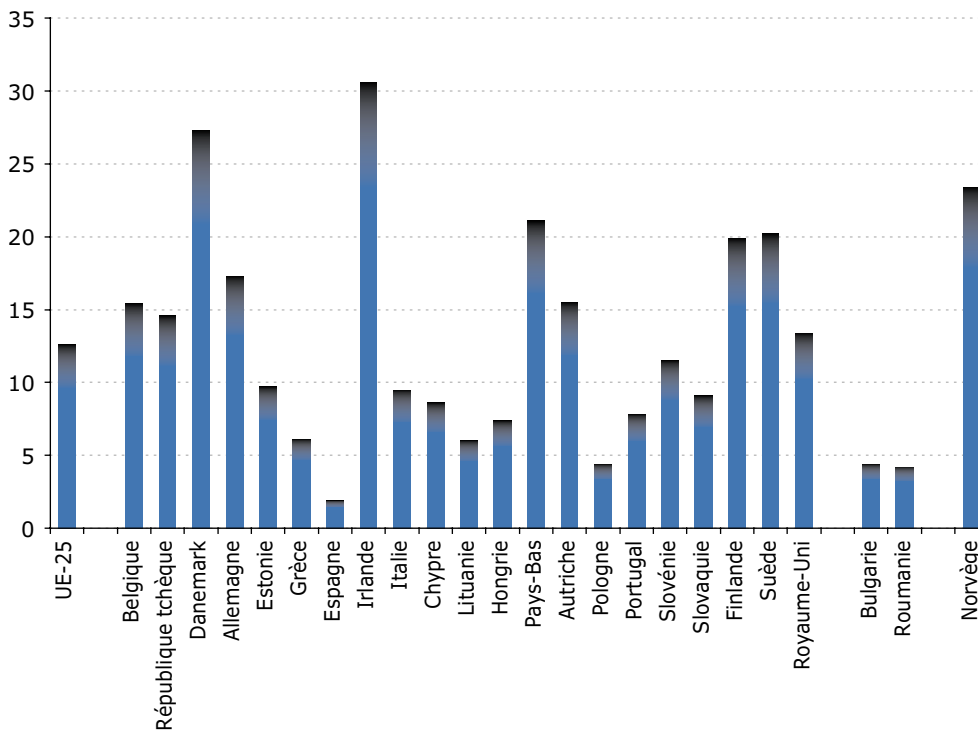
Norvège (23 %), alors qu'en Pologne, en Bulgarie, en Roumanie et en Espagne le pourcentage est inférieur à 5 %.

**Ventes en ligne via l'internet, par pays, 2004**

Pourcentage des entreprises possédant un accès internet qui ont reçu des commandes via celui-ci, par pays



1



La moyenne de l'UE-25 a été calculée à l'exclusion de la France, de la Lettonie, du Luxembourg et de Malte.

